

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

**Dernière ligne  
droite avant  
le référendum**

P3

INTEMPÉRIE

**Tebboune ordonne  
l'ouverture d'une  
enquête immédiate**

P2

MORT DE L'AVOCAT  
TAREK ZEDAM

**LE PRÉSUMÉ  
COUPABLE SE  
REND À LA  
POLICE**

P11



TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED (ALGER)

## Ouverture du procès des frères Kouninef, Djamel Ould Abbès et Saïd Barkat

• 8 ans de prison ferme contre le député Baha Eddine Tliba

P3



## En Vrac

### Ça coule de source

Par Madjid Khelassi

Après le Corona et ses ravages, manquait plus que le déluge pour parfaire le tableau.

Lundi matin, il a suffi de quelques 2 à 3 heures pour qu'Alger et d'autres villes d'Algérie se retrouvent le bec dans l'eau. Trois quart-d'heures après les premiers tonnerres, le décor était déjà planté... Routes coupées, trémies inondées, automobilistes désemparés, commerces dévastés, habitations submergées... les hivers algériens se ressemblent bon an, mal an comme deux gouttes d'eau.

A qui la faute ? Au réchauffement climatique, disent les férus des excuses rapides.

Les services de la météorologie nationale dégagent in petto leurs fameux BMS (bulletins météo spéciaux), histoire de ne pas se mouiller dans ces eaux-là. Ces BMS, d'inutiles coups d'épée dans l'eau, dit un agent d'entretien !

La télé et les réseaux sociaux envoient les premières giclées des dégâts. Moyens humains et matériels dérisoires. L'eau coule sous les ponts sur un air connu. Pourtant... Un plan de lutte contre ces récurrences existe. Il porte le nom de : « Stratégie nationale de lutte contre les inondations élaboré par le ministère des Ressources en eau en 2017. Cette stratégie mise en œuvre en 2018 et devant s'étaler jusqu'à 2030 pour un coût de 311 milliards de dinars.

Question : où en est-on... avec cette si « chère » stratégie de lutte contre les inondations ? Mystère et boule de gomme !

Pendant 20 ans, la clique au pouvoir a tout permis... Constructions sur les oueds et rivières asséchées, sur les zones inondables, sur les monts friables et vaux boueux.

Occupée à siphonner le pays, l'excuse apporta volontairement l'eau aux moulins de l'anarchie urbaine. Les tares étaient petites, les voûtes enflées. Les permis de construire furent accordés à toutes les monstruosité...

Immeubles sur des terres agricoles, bâtisses fermant des rues entières. Le peuple défigurait et le pouvoir pillait. Résultat des courses : 20 ans après, l'Algérie croule sous les monstruosité urbaines... avec des villes ingérables, des routes impraticables, des logements inhabitables. Hier Bab El oued délugé, demain le centre-ville submergé... On nous dira que c'est le réchauffement climatique. Ou la faute de l'eau-dela !

Décidément, La gestion du pays se noie toujours dans un verre d'eau. Cela coule de source.

## Régions

THENIET EL-HAD  
(TISSEMSILT)

**Vers la relance du  
projet de réalisation  
de 200 logements de  
location-vente**

P8

SONELGAZ

**Un nouveau système  
de gestion de  
l'électricité en 2021**

P4

## CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**278 nouveaux cas, 196 guérisons et 10 décès**

P24

FUITE DE L'OLÉODUC OK1 À EL OUED

**Une délégation du ministère  
de l'Energie sur place**

P2

AFGHANISTAN

**Dix morts dans une attaque à la bombe  
contre le convoi du vice-président**

P15

Brèves

FUITE DE L'OLÉODUC OK1 À EL OUED

Une délégation du ministère de l'Energie sur place

Une délégation de haut niveau du ministère de l'Energie s'est déplacée hier au niveau du site de la fuite de pétrole survenue jeudi au niveau de l'oléoduc OK1 à El Oued, a indiqué un communiqué du ministère. Cette visite a, pour objectif de "s'enquérir de la situation et de la mise en œuvre des mesures prises par Sonatrach et les autorités afin de remédier aux dégâts de l'incident", enregistré au niveau de l'oléoduc OK1 à Oued Itel, localité d'Oum Touyouur (wilaya d'El Oued) reliant Haouadh El Hamra (Hassi Messaoud) à Skikda, précise le communiqué. A rappeler que deux fuites sont survenues au niveau de l'oléoduc OK1 en raison de la crue qui s'est déclenchée suite à une forte précipitation en amont. La première fuite a été enregistrée à la sortie de la station de pompage SP2 à Djamaa, dans la commune d'El-Oued, point 190 + 200 (PK), tandis que la deuxième a été enregistrée au point PK 263 dans la région d'Oum Touyouur, dans la wilaya déléguée d'El-M'gheir. Après les mesures prises par Sonatrach, le pompage du pétrole brut à partir de Haouadh El Hamra vers la raffinerie de Skikda a repris lundi et s'est déroulée avec succès, à la fin de l'opération de maintenance de la partie endommagée et la remise en service des quatre stations de pompage, avait annoncé Sonatrach.

R.N

RAPATRIEMENT

ASL Airlines propose des vols jusqu'au 30 septembre

La compagnie aérienne ASL Airlines France a annoncé, sur son site officiel, des vols de rapatriement supplémentaires entre l'Algérie et la France, afin de rapatrier les ressortissants bloqués en raison de la propagation de la pandémie de la Covid-19. En effet, ASL Airlines propose des vols au départ des aéroports d'Alger, Annaba et Bejaia vers Roissy, ainsi qu'entre la capitale algérienne et Lyon, et ce jusqu'au 30 septembre 2020. « ASL Airlines France collabore avec la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères en France, ainsi que les services consulaires français en Algérie et les autorités algériennes, afin de pouvoir organiser des vols de retour spéciaux réguliers dans le sens unique de l'Algérie vers la France », précise la compagnie. Tous les vols, qui seront en vente sur www.aslairlines.fr pour un voyage jusqu'au 30 septembre 2020 inclus, sont des vols dits de retour spéciaux et sont soumis à des conditions particulières indiquées sur cette page, selon la même source. La compagnie aérienne a rappelé que « tous les vols de et vers l'Algérie en vente à partir du 1er octobre 2020 sont des vols commerciaux, soumis à la réouverture des frontières, et qui pourront donc être annulés ultérieurement si les frontières n'ont pas été rouvertes ». La compagnie a précisé qu'elle appliquerait un tarif à partir de 320 € TTC pour tous les vols vers Paris et à partir de 290 € TTC pour tous les vols vers la province. ASL Airlines France « a mis en place une réduction de 15 % sur tous ces vols de retour spéciaux pour tous les étudiants inscrits à la rentrée dans des écoles ou des universités en France, sur présentation de leur visa ».

R.N

INTEMPÉRIES

Tebboune ordonne l'ouverture d'une enquête immédiate

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné mardi à la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) de diligenter immédiatement une enquête sur les causes de l'élévation anormale du niveau des eaux enregistrée dans certaines routes et trémies dans le pays, selon un communiqué de la présidence de la République.



Suite aux dégâts causés mardi par les pluies dans la capitale et dans d'autres villes, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné à la Direction générale de la Sécurité nationale de diligenter immédiatement une enquête sur les causes ayant provoqué l'élévation anormale du niveau des eaux dans certaines routes et trémies.

Suivant cette instruction, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a déclenché une enquête sur les inondations des voies de circulation et notamment celles des trémies, à la suite des pluies qui se sont abattues sur la capitale, durant la matinée de mardi, a indiqué mardi en soirée un communiqué de la cellule de communication et presse

de la DGSN. Par ailleurs, les services de Sécurité de la wilaya d'Alger ont annoncé, dans un communiqué, un programme spécial de sécurité applicable au niveau des routes et quartiers en vue de décongestionner les axes ayant connu des embouteillages plus denses du fait des dernières intempéries sur la capitale.

Ab. N.

PR BRAHIM MOUHOUCHE (ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'AGRONOMIE) «L'Algérie risque de ne pas se suffire en eau dans 10 ans»

D'ici quelque année, l'Algérie risque fort de ne pas se suffire en eau, estime Brahim Mouhouche, professeur à l'École nationale supérieure d'agronomie d'Alger (ENSA). Plusieurs facteurs entrent en jeu ; la baisse de la pluviométrie, le mauvais entretien du réseau et l'insuffisance d'infrastructures d'épuration. Les experts craignent déjà un stress hydrique. Intervenant mardi sur les ondes de la Radio nationale, Brahim Mouhouche prévient «

que d'ici dix à quinze années, l'Algérie risque fort de ne pas se suffire en eau ». Pour cette année, selon l'intervenant, « il y a eu un déficit d'environ 45% ». Il met l'accent sur « l'impérieuse nécessité de multiplier des efforts importants dans les activités de dessalement et la réutilisation des eaux de rejet pouvant, notamment, être utilisées dans l'agriculture ». Le Professeur rappelle que « 87% du territoire est constitué de zones désertiques, d'où l'impératif

pour les décideurs politiques et les gestionnaires de ces ressources de se faire à l'idée que le pays, compte tenu de son immense superficie, ne possède à proprement parler, « pas d'eau ». Il a tenu également à souligner que « durant les années 1960, la consommation moyenne de chaque Algérien était d'environ 1 500m3/an, cette quantité a drastiquement baissé, en raison du développement démographique et des besoins grandissants en eau qui ont suivi au

niveau du secteur agricole ». Et pour répondre aux besoins grandissants du pays, le professeur opte pour le développement « d'une économie de ce précieux liquide, afin de mieux le gérer en usant, pour cela, tous les moyens de lutte contre le gaspillage ». Ici, l'invité de la radio s'en prend « aux comportements inciviques de citoyens », lesquels, estime-t-il, « ont tendance à consommer, sans retenue aucune, cette denrée ».

R.N

FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement du concours national des directeurs d'établissements

Un concours national pour la désignation de directeurs d'établissements de la formation et de l'enseignement professionnels (centres et instituts) a été lancé, hier à Alger, avec la participation de près de 1 000 candidats du secteur dont des enseignants et des gestionnaires. La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyam Benfriha, a présidé à l'Institut national de formation professionnelle de Birkhadem, le lancement de ce concours où elle a assisté à l'ouverture des plis des sujets. Elle s'est enquis des mesures prises pour l'organisation de ce

concours, dans le cadre de la prévention contre la propagation de la pandémie de Covid-19 à l'instar du port des bavettes et le respect de la distanciation physique. Dans une déclaration à la presse, la ministre a précisé que « 86 nouveaux directeurs parmi les lauréats de ce concours, seront désignés à la tête des établissements de formation, au titre de la rentrée de la formation de l'année en cours ». Des sessions de formation de plus de six mois seront programmées au profit des nouveaux directeurs, après leur désignation au niveau des instituts relevant du secteur. Cette formation

porte sur des aspects pédagogiques et de gestion administrative et financière des établissements de formation. Evoquant le déroulement de ce concours national, la ministre a précisé qu'il s'agissait d'une épreuve écrite au niveau des six instituts régionaux de la formation des formateurs qui sera suivie d'une épreuve orale, la semaine prochaine, supervisée par des commissions regroupant des enseignants des secteurs de la formation et de l'enseignement professionnel et de l'enseignement supérieur.

RN

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED (ALGER)

# Ouverture du procès des frères Kouninef, Djamel Ould Abbas et Saïd Barkat

Les procès des trois frères Kouninef, des anciens ministre Djamel Ould Abbès et Saïd Barkat sont ouverts hier au tribunal de Sidi M'hamed.

Les frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek Kouninef qui avaient été placés le 24 avril 2019 sous mandat de dépôt, sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation dont "trafic d'influence", "blanchiment d'argent", "obtention d'indus avantages", "détournement de fonciers et de concessions", et "non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics". Leur sœur, Souad-Nour, en fuite à l'étranger, ainsi que le gérant du groupe KouGC dont ils sont propriétaires, Keddour Ben Tahar, sont impliqués aussi dans l'affaire. Les principaux accusés comparaissent avec dix autres prévenus en liberté, essentiellement des cadres des ministères de l'Industrie, de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Energie et des Télécommunications ainsi que d'autres secteurs où le groupe KouGC a obtenu des marchés. Le 2 septembre dernier, ce procès avait été reporté, à la demande de la Défense. La demande du report a été justifiée par "l'impossibilité" pour les avocats d'avoir accès à des dossiers et autres documents jugés "nécessaires au bon déroulement du jugement", selon l'argumentaire de la Défense. Le juge avait donné instruction à l'effet de permettre à la Défense d'accéder aux documents réclamés.

Les deux anciens ministres de la Solidarité nationale, Djamel Ould Abbès et Saïd Barkat, ainsi qu'une vingtaine de personnes en liberté, comparaissent avec l'ex-secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, Kheladi Bouchenak, pour des faits liés notamment au "détournement de fonds de solidarité au profit d'associations fictives et d'équipements destinés aux communes désertées" et de "détournement de biens publics" et "octroi de marchés de manière non conforme à la législation". Lors de l'audience, Djamel Ould Abbès a nié toutes les accusations portées à son encontre. Il a, en effet, répondu au juge qu'il était « la victime », avant d'ajouter en larmes « je n'avais même pas bénéficié d'un appartement, j'habitais dans mon domicile personnel. Ma conscience est tranquille, et Dieu rendra justice ». Concernant l'affaire du détournement de fonds, le juge a demandé au prévenu de s'expliquer sur les 64 milliards de centimes dépensés entre 2009 et 2014. Ould Abbès répond alors que le conseiller instructeur l'avait informé en 2019 qu'il y'avait des faux chèques. « Il y'avait des chèques signés en ton nom », lui lance le juge. Le prévenu répond qu'il « était surpris de découvrir 13 chèques signés en



son nom ». À propos de fonds provenant de son association pour le financement de la campagne électorale, Ould Abbès a nié catégoriquement. « Ces fonds sont destinés exclusivement aux associations, quant à l'argent de la campagne électorale, c'était Sellal qui s'en occupait », a-t-il déclaré.

## 8 ANS DE PRISON FERME CONTRE LE DÉPUTÉ BAHHA EDDINE TLIBA

Le Tribunal de Sidi M'hamed a prononcé, hier, une peine de prison ferme de 8 ans, assortie d'une amende de 8 millions de DA à l'encontre du député FLN, Baha Eddine Tliba, poursuivi dans plusieurs affaires de corruption dont infraction à la réglementation de change et des mouvements des capitaux de et vers l'étranger. Iskander Ould Abbès, fils de l'ancien SG du parti Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès, a écopé, quant à lui, de la même peine. Le tribunal a également condamné par contumace à 20 ans de prison ferme l'autre fils de Djamel Ould Abbès, El Ouafi contre lequel un mandat d'arrêt international a été émis pour les mêmes chefs d'inculpation, en sus de l'obtention d'indus avantages. Poursuivi pour les mêmes ac-

cusations, en sus de l'abus de pouvoir, Bouchnaq Khelladi a été condamné à une peine de deux (02) ans de prison assortie d'une amende de 200 000 DA, tandis que Mohamed Habchi a été acquitté des charges retenues contre lui. Le Parquet général avait requis, lors du procès, une peine de 10 ans de prison ferme contre Tliba et Skander Ould Abbès tandis qu'une peine maximale a été requise contre son frère El Ouafi. Il a également requis 3 ans de prison ferme à l'encontre de Bouchnaq et Mohamed Habchi. L'audition des frères Kouninef a révélé l'étendue d'un empire financier et immobilier bâti sur le seul fait de leur proximité avec le pouvoir. La quasi-totalité des secteurs d'activité étaient investis. Les prêts bancaires à profusions. Rien, absolument rien ne leur résistait. Dans le seul secteur des ressources en eau, les Kouninef ont engrangé la somme astronomique de 14 556 milliards de centimes. Mais pour les accusés, tout a été fait dans le cadre de la loi et pour l'intérêt de l'économie nationale. Le frère du Président déchu n'était qu'un ami, même s'ils ont contribué à hauteur de 4 milliards dans le financement de la campagne électorale du 4e mandat. Pour l'anecdote, Tarek Kouninef a déclaré qu'il n'a aucun bien à l'étranger sauf un compte bancaire.

Synthèse : Aziz.T

BELKACEM ZEGHMATI (MINISTRE DE LA JUSTICE)

## « Le Parlement n'a pas le droit de contrôler les actions du Président »

Le ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, a déclaré, hier 9 septembre 2020, que le Parlement n'a pas le droit de contrôler les actions du président de la République. Le ministre Zeghmati a déclaré, en réponse aux préoccupations des présidents de groupes parlementaires concernant le projet d'amendement à la constitution au Parlement, qu'il existe des pouvoirs exclusifs liés au président de la République et que personne d'autre ne peut les exercer. Le ministre a ajouté que le Parlement a le droit de contrôler les actions du gouvernement, soulignant que le président de la République ne dépendait pas du pouvoir exécutif. Évoquant la lutte contre la corruption, le ministre a indiqué que le plus important des mécanismes est de séparer l'argent de la politique.

« Si on ne trouve pas les mécanismes juridiques et constitutionnels qui nous permettent de lutter contre l'argent qui corrompt la politique, on ne réussira pas, même si on adopte la meilleure constitution au monde », a expliqué le même responsable. « Il n'y a ni efficacité ni succès pour une constitution qui ignore la réalité sociale, économique et culturelle du peuple », a indiqué le ministre de la Justice, et d'ajouter « le peuple algérien est un peuple pragmatique. Il ne croit qu'en ce qu'il voit ».

R.N

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

### Dernière ligne droite avant le référendum

Le projet de révision de la Constitution, adopté dans sa dernière mouture dimanche dernier par le Conseil des ministres, sera soumis aujourd'hui au vote de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance plénière.

Lors de cette séance, le projet de révision de la Constitution sera présenté par le représentant du Gouvernement. Le rapport de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de la Chambre basse du Parlement, sera également présenté. Initié par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le projet de révision de la Constitution sera soumis, après son approbation par l'APN, puis par le Conseil de la nation, au référendum populaire le 1er novembre prochain. Le projet de révision de la Constitution intervient en application de l'un des principaux engagements politiques prévus dans le programme électoral du président de la République. Adoptée en Conseil des ministres, présidé par le Président Tebboune, la mouture, distribuée aux acteurs de la classe politique et de la société civile, comprend une série de propositions réparties sur six axes, outre une dizaine d'autres propositions hors axes.

Il s'agit de: "Principes généraux régissant la société", "Droits fondamentaux, libertés publiques et les devoirs", "L'organisation et la

séparation des pouvoirs", "Institutions de contrôle", "Institutions consultatives" et "La révision constitutionnelle". Dans l'axe 3 relatif à l'organisation et la séparation des pouvoirs, et précisément dans le chapitre consacré au Gouvernement, figure un nouvel article (Art.103) qui précise que "le Gouvernement est dirigé par un Premier ministre lorsqu'il résulte des élections législatives une majorité présidentielle" et par "un Chef du gouvernement lorsqu'il résulte des élections législatives une majorité parlementaire". Le 4e axe relatif aux institutions de contrôle comprend un chapitre consacré à la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. L'article 204 précise que cette institution est indépendante. Parmi ses principales missions citées dans l'article 205, "l'institution est chargée notamment d'élaborer la stratégie nationale de la transparence de prévention et de lutte contre la corruption et de veiller à son exécution et son suivi", de "collecter et traiter l'information relative à son domaine de compétence et la mettre à la disposition des organes concernés", de "saisir la Cour des comptes et l'autorité judiciaire compétente chaque fois qu'elle constate qu'il y a infraction, enjoindre, le cas échéant, des injonctions aux institutions et organes concernés" et de "suivre, mettre en œuvre et diffuser la culture de transparence, de prévention et

de lutte contre la corruption". Un Observatoire national de la société civile : promouvoir la pratique démocratique et citoyenne. Le 5e axe relatif aux organes consultatifs comprend deux nouveaux articles, à savoir l'article 213 portant sur l'Observatoire national de la société civile, et l'article 218 relatif à l'Académie algérienne des sciences et des technologies. Selon le texte, l'Observatoire national de la société civile est "un organe consultatif placé auprès du président de la République" qui "émet des avis et recommandations relatifs aux préoccupations de la société civile" et qui "contribue à la promotion des valeurs nationales et la pratique démocratique et citoyenne et participe avec les autres institutions à la réalisation des objectifs de développement national", tandis que l'Académie algérienne des sciences et des technologies est définie comme un "organe indépendant à caractère scientifique et technologique". L'article 209, consacré au Conseil national économique, social et environnemental, stipule que le Conseil est "un cadre de dialogue, de concertation, de proposition, de prospective et d'analyse dans le domaine économique, social et environnemental, placé sous l'autorité du président de la République". Avant son vote aujourd'hui, le projet de révision constitutionnelle a été présenté mardi

par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, devant la Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés à l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de Slimane Chenine, président de l'APN. A l'issue de cette présentation, les membres de la Commission ont entamé un débat de ce texte qui s'est poursuivi hier. Présentant le projet de révision constitutionnel, M. Djerad a affirmé que celui-ci permettait de procéder à "une réforme globale de l'Etat" et d'instaurer un Etat moderne "séparant l'argent de la politique". "La révision de la Constitution permettra de concrétiser les engagements décidés pour l'édification de la nouvelle République à la faveur d'une réforme globale de l'Etat et de ses institutions", a-t-il précisé. Soumis à l'appréciation des représentants de la classe politique et de la société civile pour enrichissement, le texte avait suscité un débat parmi des personnalités nationales, des partis politiques, des syndicats, des associations civiles et autres enseignants universitaires qui ont apporté leur contribution en formulant des propositions dont le nombre a atteint 5 018, avait indiqué le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, lors de la présentation du projet de révision constitutionnelle, en Conseil des ministres, dimanche dernier.

APS

SONELGAZ

# Un nouveau système de gestion de l'électricité en 2021

Le Groupe Sonelgaz a annoncé mardi la mise au point d'un nouveau système de gestion de l'électricité devant entrer en exploitation l'été 2021.



Ce système a été dévoilé lors d'une visite de travail effectuée par le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour et le wali d'Alger, Youcef Chorfa au niveau de Société de l'opérateur système, une filiale du groupe, où la délégation a pris connaissance du fonctionnement de ce système. Selon les explications du DG la Société de l'opérateur système, Aimoud Aziz, le système permettra de fournir des données précises et d'utiliser une nouvelle génération de technologie avancée, ce qui donnera la possibilité de gérer les énergies renouvelables en sus de l'électricité. Le système actuel comporte un réseau de six 06 centres de commandement chargés de gérer le système électrique, a fait savoir M. Aimoud, mettant l'accent sur la nécessité de les moderniser et les adapter aux nouveaux besoins notamment en ce qui concerne les énergies renouvelables. Cette opération nécessite la mise en place de nou-

veaux équipements, le recours aux services internet pour l'échange d'informations et l'installation d'une base de données sécurisée garantissant l'échange d'information en temps réel, a ajouté le même responsable, faisant savoir que cette base de données permet de prévoir les risques et d'intervenir avant que le réseau électrique ne soit impacté. L'opération de modernisation est à même d'élargir la capacité du système actuel jusqu'à l'année 2035, a affirmé le responsable. Intervenant à cette occasion, M. Attar a rappelé que l'Algérie avait atteint un taux de consommation et de distribution qui a nécessité la modernisation du système actuel, ajoutant que le secteur s'orientait en partenariat avec le secteur de Transition énergétique vers l'exploitation des énergies renouvelables dans la production de l'électricité. Les capacités de production nationale en électricité, de 17.000 Mégawatts, suffisent pour couvrir l'ensemble des besoins nationaux même en période de pic jusqu'à 2030, a-t-il poursuivi. Quant à la satisfaction

de la demande en raccordement dans les zones d'ombre, le ministre a indiqué que la Sonelgaz avait reçu des instructions pour les prendre en charge dans le cadre d'un programme de raccordement au profit de 2500 zones d'ici la fin de l'année en cours. Selon le ministre, les dernières statistiques communiquées par le ministère de l'Intérieur font état de 9000 zones d'ombres dépourvues d'électricité et de gaz. Le secteur s'engage ainsi à raccorder en électricité et en gaz ces zones d'ombre en plaçant en tête des priorités, sans préjudice de service, ainsi que les projets agricoles et investissements créateurs d'emplois. Pour sa part, M. Chitour a mis l'accent sur l'impérative rationalisation de la consommation énergétique en vue d'écartier tout éventuel recours à l'importation de carburants en 2021. Le pays est dans l'obligation d'atteindre 50% de consommation des énergies renouvelables d'ici 2030, ce qui requiert toute une préparation pour cette transition en passant par la modernisation des systèmes et

équipements et l'introduction des énergies renouvelables dans les programmes scolaires. Cette opération doit être encadrée, cependant, par des textes réglementaires, soumise à l'étude et vulgarisée pour les citoyens afin d'aboutir à des lois appropriées. La transition énergétique requiert "une révision et une étude rigoureuse des prix des énergies", d'où l'impératif de mettre en place des mesures de subvention au profit des franges vulnérables en les obligeant, bien entendu, à éviter le gaspillage et en imposant des tarifs abordables pour les catégories aisées. Il faudra également fixer des tarifications en fonction des types de ménages, de groupements, de véhicules etc. Pour conclure, le ministre s'est félicité du système d'urgences mis en place par Sonelgaz pour assurer la continuité du service public en période de crise sanitaire, en évitant la propagation du virus et en respectant la réduction des heures de travail et le confinement sanitaire.

APS

FERHAT AÏT ALI BRAHAM (MINISTRE DE L'INDUSTRIE)

## Nécessité d'intégrer le savoir-faire pour l'édification d'une industrie algérienne

L'intégration du savoir-faire et la maîtrise du transfert de technologie par les jeunes cadres "constituent une nécessité urgente dans le processus d'édification d'une véritable industrie algérienne," a affirmé mardi à Annaba le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham. "Je valorise la maîtrise des nouvelles technologies industrielles et la maintenance observée chez les jeunes cadres des entreprises Cital et Ferroviail et de plusieurs autres filières industrielles du pays", a déclaré le ministre dans une conférence de presse, organisée au siège de l'entreprise Cital d'assemblage et de maintenance des rames de

tramway, au deuxième jour de sa visite de travail et d'inspection à Annaba, soulignant que l'intégration liée au transfert et à la maîtrise du savoir-faire industriel "est de bon augure pour l'avenir de l'industrie en Algérie." Ferhat Aït Ali Braham a ajouté que le nombre important de jeunes cadres rompus à la modernité et aux nouvelles technologies "va permettre de franchir un grand pas dans le domaine du transfert des connaissances et d'atteindre des taux élevés en matière d'intégration de savoir-faire industriel." Donnant son évaluation des activités économiques de l'entreprise Ferroviail de construction de matériels et équipe-

ments ferroviaires, le ministre a révélé que "cette entreprise a atteint un taux important d'intégration industriel, ce qui va permettre d'économiser les devises qui étaient jusqu'ici utilisées pour l'importation des équipements nécessaires à ses activités de production." Il a, dans ce contexte, souligné que "Ferroviail dispose d'une importante base industrielle qui avance vers la modernité afin de créer de la valeur ajoutée et développer la filière ferroviaire." Répondant aux questions des journalistes, Ferhat Aït Ali Braham est revenu sur la problématique des plans de charges pour de nombreuses entreprises, telle que Cital, après le

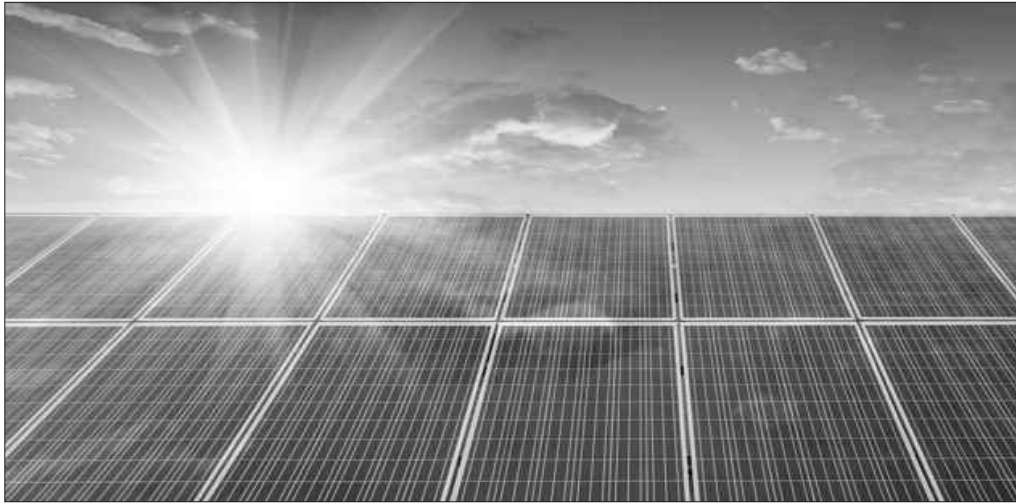
gel de plusieurs projets, relevant que Cital reste une "plateforme importante" pour le développement des activités de maintenance pour ce mode de transport qui est le tramway. "La logique économique voudrait que les activités de toute entreprise soient liées aux besoins du marché et non aux plans de charges publiques", a-t-il soutenu. Le ministre de l'Industrie a consacré sa seconde journée de travail et d'inspection dans la wilaya d'Annaba aux ateliers industriels de Ferroviail et ceux d'assemblage et de maintenance des rames de tramways de Cital.

APS

## CLUSTER ÉNERGIE SOLAIRE

# Une feuille de route pour accompagner le programme du gouvernement

Le président du Cluster Energie solaire, Boukhalfa Yaïci, a déclaré hier à Alger que son groupe disposait d'une feuille de route pour accompagner le programme du gouvernement relatif au développement des énergies renouvelables.



"Au niveau du Cluster, nous avons une feuille de route sur le plan industriel qui consiste à augmenter l'intégration nationale dans la fabrication des équipements de production des énergies renouvelables", a déclaré M. Yaïci sur les ondes de la radio nationale Chaîne trois. A ce propos, il a fait savoir que l'intégration nationale dans ce domaine était inférieure à 10 % et que son Cluster souhaiterait la porter à 25% sur les trois prochaines années. "Pour cela, nous travaillons avec des fabricants et des fournisseurs de verre, d'aluminium et de plastiques afin de produire des composants pour l'industrie du solaire", a-t-il affirmé. Il a également indiqué que son entreprise travaillait depuis février avec les agriculteurs et les institutions agronomiques afin de permettre aux exploitations agricoles qui se trouvent loin du réseau électrique d'avoir un raccordement à l'énergie solaire. "Nous travaillons ensemble pour que ces exploitations puissent bénéficier de ce raccordement", a-t-il affirmé en précisant qu'il y avait actuellement 46 000 exploitations non raccordées aux réseaux électriques, ce qui représente plus de 714 000 hectares. "Les sites qu'on pourrait électrifier par l'énergie solaire représentent ainsi plus de 55% en termes de

superficie", a-t-il avancé. Evoquant la loi sur la transition énergétique, "qui fera l'objet de concertations avec l'ensemble des acteurs", il a souligné l'existence de "projets en souffrance et des actions urgentes à entreprendre à court terme". Il a cité, à ce titre, les projets en souffrance à l'exemple du programme de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) pour la production de 150 Mgw. "Sur ce volume prévu, il n'y a que 50mgw déjà réalisés alors que 100 mgw restent à réaliser. Nous appelons les autorités à les mettre en place avant la fin de l'année", a-t-il insisté. Pour faire avancer le secteur, M. Yaïci a souligné la nécessité pour le gouvernement de mettre en place un plan d'action sur des échéances déterminées en misant sur les petites entreprises et les universitaires. A ce propos, il a rappelé que toutes les grandes entreprises mondiales du secteur ont commencé par les PME et les compétences nationales installées à l'étranger. Il a cité l'exemple de la Chine qui a fait appel à sa diaspora installée à la Silicon Valley pour fonder des entreprises dans ce domaine "ce qui lui a permis non seulement de développer l'utilisation des énergies alternatives au niveau local, mais aussi d'exporter ses services et ses produits. Le premier responsable du Cluster

énergie solaire a également préconisé la création d'activités liées aux ingénieries pour développer de nouveaux produits et de nouveaux modèles plus économiques. Concernant l'appel d'offres pour la réalisation des projets dans le domaine des énergies renouvelables, il a proposé la révision de tout ce qui concerne les marchés publics qui devrait se faire avec la concertation des acteurs du secteur. "Il faudrait tenir compte des appréciations et des remarques des partenaires dans l'élaboration des appels d'offres", a-t-il recommandé. Il a insisté, par ailleurs, sur l'impératif de rétablir le fonds des énergies renouvelables (alimenté essentiellement à hauteur de 1% de la redevance pétrolière) pour financer les infrastructures des projets solaires et photovoltaïques, en affirmant que "ce fonds, s'il avait été géré correctement, il aurait cumulé 2 milliards de dollars". Il a précisé en outre que le système bancaire algérien "n'était pas prêt pour le moment à financer le créneau des énergies renouvelables". Il a enfin souligné la nécessité d'un programme des énergies renouvelables pragmatique qui permette aux entreprises de réduire les coûts de production et de pratiquer des tarifs compétitifs.

R.E

## Brèves

### PÉTROLE

### Le Brent à plus de 40 dollars au lendemain d'une chute sévère

Les prix du pétrole se reprenaient un peu hier en cours d'échanges européens, au lendemain d'une chute sévère alimentée par les craintes d'un surplus d'or noir. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 40,31 dollars à Londres, en hausse de 1,33% par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour octobre gagnait 1,74% à 37,40 dollars. Les gains de ce début de séance sont "une rectification après la chute massive que le marché a subie" mardi, sans pour autant l'effacer complètement, a expliqué Paola Rodriguez-Masiu, analyste. La veille, les deux barils ont perdu respectivement 6,3% et 7,6% et sont tombés à des niveaux plus vus en plus de deux mois. Cette chute a été provoquée "par un ralentissement de la reprise de la demande et la possibilité d'une offre excédentaire", a souligné Richard Hunter, analyste. Selon lui, le ralentissement des importations chinoises, qui avaient rebondi ces derniers mois, et la fin de la saison estivale aux Etats-Unis (où les déplacements et donc la demande d'or noir augmentent fortement), ont fait office de déclencheur. Plusieurs analystes ont également souligné la persistance de la pandémie de Covid-19, comme facteur de baisse. Entre une activité économique déprimée dans de nombreux pays et des cas de Covid-19 qui repartent à la hausse et se traduisent par la mise en place de nouvelles restrictions aux déplacements, la consommation d'or noir reste en effet loin de ses niveaux d'avant la pandémie. Pour l'analyste, Eugen Weinberg, la chute du pétrole est aussi à mettre sur le compte d'une "aversion au risque" générale, qui a également bousculé les marchés actions. Mardi, à Wall Street, l'indice vette, le Dow Jones Industrial Average, a cédé 2,25% et le Nasdaq, à forte coloration technologique, a chuté de 4,11%.

R.E

### AÉRONAUTIQUE

### Le plus grand salon chinois annulé à cause du Covid-19

La Chine a annulé l'édition 2020, prévue en novembre, du salon aérien de Zhuhai, le plus grand rendez-vous de l'aéronautique dans le pays asiatique, en raison de la crise du Covid-19, a annoncé hier l'organisation. L'événement se tient habituellement tous les deux ans dans cette ville limitrophe de Macao (sud). Il a, dans le passé notamment, permis de présenter des avions civils et militaires entièrement conçus par la Chine, ainsi qu'une réplique de sa première grande station spatiale. Dans un bref communiqué, les organisateurs du salon aéronautique de Zhuhai ont annoncé son annulation cette année pour cause de nouveau coronavirus. L'événement devait se dérouler du 10 au 15 novembre. La Chine a largement endigué l'épidémie de Covid-19 et les contaminations se limitent désormais à quelques nouveaux cas chaque jour. Mais le pays reste fermé à la plupart des voyageurs internationaux pour prévenir toute résurgence du virus. Les liaisons internationales sont également limitées, même si le trafic avec la Chine reprend progressivement ces dernières semaines. En février, plus de 70 exposants dont le géant américain de la défense Lockheed Martin, avaient renoncé à participer au salon aéronautique de Singapour, le plus important d'Asie. Au plus fort de l'épidémie, le transport aérien a quasiment été mis à l'arrêt dans le monde, fragilisant de nombreuses compagnies aériennes. L'américaine United Airlines a indiqué la semaine dernière qu'elle prévoyait de licencier 16 000 salariés en octobre.

R.E

## AUTOMOBILE

# Les constructeurs allemands limitent leur perte au 2e trimestre

Grâce à leur présence en Chine, les constructeurs automobiles allemands ont moins souffert au 2ème trimestre de la crise du coronavirus, qui a fait chuter de 41% les ventes automobiles des plus grands groupes mondiaux, selon une étude du cabinet EY publiée hier. Parmi les 17 plus grands groupes auto du monde, Volkswagen, BMW et Daimler ont vu leur chiffre d'affaires reculer de 32% contre 50%, 49% et 45% pour la concurrence américaine, française et japonaise respectivement. La propagation du Covid-19 a entraîné au printemps en Europe la fermeture des points de vente et des interruptions de production dans les usines. Le mar-

ché chinois, qui a rouvert plus tôt après le confinement en début d'année, est ainsi "devenu le pilier le plus important pour la branche automobile", note le cabinet de conseil. Les constructeurs allemands ont alors réalisé la moitié de leurs ventes en Chine, où le marché a progressé de 2% sur un an d'avril à juin. Les constructeurs français, qui "n'y sont que très peu présents", n'ont en conséquence pas pu compenser l'effondrement du marché européen. Côté résultat opérationnel, les 17 groupes affichent ensemble une perte de 10,8 milliards d'euros. Seuls six ont fini le trimestre dans le vert et seul Tesla a vu son bénéfice progresser. "Il n'y a jamais eu un tel effondrement du chiffre

d'affaires, du bénéfice et du nombre de véhicules vendus", qui a, lui, reculé de 39%, commente Constantin Gall, expert du secteur de l'industrie automobile. Les ventes devraient atteindre le niveau d'avant la pandémie au plus tôt en 2022, alors que les investissements massifs dans la mobilité électrique et connectée continuent de peser sur les marges. "La consolidation s'accélère et tous les équipementiers et, a fortiori, tous les équipementiers, ne vont pas survivre à cette crise", note M. Gall. Nombre d'entre eux ont, d'ores et déjà, annoncé des milliers de suppressions d'emplois et certaines fermetures d'usines pour faire des économies. Le gouvernement allemand et les princi-

paux représentants du secteur dans le pays ont d'ailleurs décidé mardi soir d'étudier les options pour la création d'un fonds privé destiné à soutenir des équipementiers en difficulté en raison de la pandémie et de la transformation vers l'électrique. L'étude de EY porte, en plus des groupes allemands et français, sur Honda, Mazda, Mitsubishi, Nissan, Suzuki, Toyota, Fiat Chrysler (FCA), Ford, General Motors, Tesla, Hyundai et Kia. Au 2ème trimestre, Volkswagen a remporté la première place en termes de chiffre d'affaires devant Toyota, qui dépasse son concurrent en nombre de voitures vendues entre avril et juin.

R.E



CHLEF

## Plus de 22 équipes mobilisées pour le nettoyage des regards

Quelque 22 équipes d'intervention ont été mobilisées par les services de l'Office national de l'assainissement (ONA) de Chlef pour le nettoyage des regards et des conduites d'assainissement, en prévision des intempéries et des pluies automnales, a-t-on appris, mardi, auprès des responsables de cette structure. "Il s'agit de la mobilisation de 20 équipes d'intervention et de deux équipes hydromécanique, à travers 29 communes de la wilaya, dans le cadre du programme de prévention visant le curage des égouts et ava-

loirs", a indiqué, à l'APS, le directeur de l'unité (ONA) de Chlef, Mohamed Louani.

A l'opposé des autres communes, les opérations de curage des avaloirs de celle de Chlef, se font en nuitée, à cause de la diminution du trafic routier, à raison de trois opérations/semaine, a-t-il ajouté, avec un recensement de tous les points noirs enregistrant des obstructions à cause du rejet anarchique des ordures, a-t-il précisé.

Le responsable a fait part, à cet effet, de près de 620 interventions

préventives réalisées, depuis le mois d'août écoulé à ce jour, ayant permis, selon lui, le nettoyage de 1.420 collecteurs, 720 avaloirs, et un réseau de 21 km de canalisations d'assainissement, avec pour résultat, plus de 135 M3 de déchet enlevés.

M. Mohamed Louani a lancé, à l'occasion, un appel aux citoyens et commerçants en vue d'éviter le rejet anarchique des déchets, à "l'origine de l'obstruction des regards", a-t-il déploré, signalant l'organisation de nombreuses campagnes de sensibi-

lisation dans ce sens, car le "citoyen demeure un acteur et un partenaire essentiel dans cette opération", a-t-il assuré.

A noter que l'unité ONA de Chlef gère les réseaux d'assainissement de 29 communes de la wilaya, dans l'attente d'un accord pour la prise en charge "prochaine" des réseaux de cinq autres communes, a fait savoir la même source.

La wilaya compte une station principale d'épuration des eaux usées à la cité Bensouana, en plus de neuf stations de relevage.

Brèves

DJELFA

Production de plus de 76.000 qx de pomme de terre saisonnière

La wilaya de Djelfa a réalisé une production de plus de 76.000 qx de pomme de terre saisonnière, au titre de la présente campagne, qui se poursuit actuellement à travers différentes zones de culture de ce tubercule, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). "La wilaya a réalisé, à ce jour, une production de 76.030 qx de pomme de terre saisonnière, sur une surface de 2.324 ha", a indiqué, à l'APS, le directeur du secteur, Ali Ben Djoudi. Selon les prévisions de la DSA, la production de pomme de terre saisonnière de la wilaya, pour cette campagne, devrait dépasser le seuil de 87.000 qx, sur une superficie ciblée de 3.505 ha, est-il signalé. Cette production en hausse (notamment en terme de superficie cultivée) est notamment concentrée dans les régions agricoles d'El Birine, Had Sahahi, Tadmit, et El Maalba, où les "agriculteurs ont acquis un important savoir faire dans la filière, leur ayant permis d'atteindre un rendement de plus de 320,7 qx/ha, pour certains", s'est félicité le même responsable. Il a fait part, en outre, du lancement dernièrement de la campagne de culture de pomme de terre d'arrière saison, sur une superficie ciblée de près de 1.700 ha. L'opération devant se terminer à la fin du mois en cours, devrait permettre de renforcer les marchés avec une production de près de 47.600 qx de pomme de terre, a-t-il souligné. A ce jour, une surface de 380 ha a déjà été cultivée en pomme de terre d'arrière saison par les agriculteurs locaux, qui s'attendent à un rendement de près de 280 qx/ha.

LAGHOUAT (ÉCOLE DES CADETS DE LA NATION)

Plus de 360 candidats au concours d'accès

Au moins 368 candidats se sont présentés au concours d'accès à l'École des cadets de la Nation de Laghouat concernant le cycle d'enseignement moyen, a-t-on appris mardi du chargé de la communication de l'institution, le capitaine Ahmed Belkadi. Le concours qui a débuté le 6 septembre pour se poursuivre jusqu'au 9 du même mois concerne les élèves de fin de cycle primaire devant passer au cycle moyen et ayant obtenu une moyenne de 9,5 et plus sur 10. Ils doivent subir des tests d'évaluation physique supervisés par des cadres du service des sports militaires, et une expertise psychotechnique supervisée par des cadres du service de la santé militaire, a précisé le capitaine Belkadi. Des mesures de prévention sanitaires ont été prises lors de ce concours, notamment le respect de la distanciation physique, le port obligatoire de la bavette, l'utilisation de gel hydro-alcoolique à l'entrée, à la sortie et à la fin de chaque épreuve, a ajouté le chargé de la communication de l'École des cadets de la Nation de Laghouat.

THENIAT EL-HAD (TISSEMSILT)

Vers la relance du projet de réalisation de 200 logements de location-vente

Le projet de réalisation de 200 logements de la formule location-vente, dans le cadre du programme AADL 2, de Theniat El-Had (Tissemsilt) sera, prochainement, relancé, a annoncé le wali, Abbès Badaoui.

Lors d'une rencontre avec la presse tenue lundi soir, le wali a indiqué que "ce projet, qui a connu un grand retard dans la réalisation, sera relancé prochainement, suite aux préoccupations des souscripteurs du programme AADL2 de la ville de Theniat El-Had", assurant que "tous les projets de logements connaissant un retard, au niveau de la wilaya, seront relancés". D'autre part, le wali a indiqué que "l'affichage des listes préliminaires des bénéficiaires de logements publics locatifs de la wilaya n'est pas possible, pour le moment, en raison de la situation sanitaire que le pays traverse". Il a assuré les demandeurs de logements sociaux de la région qu'en cas d'amélioration de la situation sanitaire, il sera procédé, immédiatement, à l'affichage des listes des bénéficiaires de cette formule de logements. M. Badaoui a souligné qu'il veillera à ce que l'opération de vérification des listes nominatives préliminaires des bénéficiaires de



logements publics locatifs de la wilaya soit déroulée dans la transparence". D'autre part, le même responsable a indiqué que "tous les projets de développement destinés aux zones d'ombre de la wilaya, lancés auparavant, seront réceptionnés

avant la fin de l'année en cours". "Les autorités de la wilaya œuvreront à concrétiser les projets de développement dans les zones d'ombre, selon les priorités et les besoins des citoyens de ces groupements, dont le désenclavement, le raccordement aux réseaux d'eau

potable et l'assainissement". Le wali a également souligné que les visites de terrain aux zones d'ombre seront multipliées dans le but de prendre en charge les préoccupations de développement locales des habitants.

MOSTAGANEM

240 autorisations de forage de puits d'eau pour l'irrigation agricole

Les services de la wilaya de Mostaganem ont accordé, ces deux dernières années, plus de 240 autorisations de forage pour la recherche d'eaux souterraines et de puits destinés à l'irrigation agricole et à l'élevage, a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction locale des ressources en eau. L'année écoulée, les services de la wilaya ont accordé 219 autorisations de forage de puits, dont 204 autorisations pour l'irrigation agricole et 29 autres similaires, depuis le début de cette année (8 mois), en attendant l'accord pour 150 autres demandes répondant aux conditions juridiques en vigueur, a précisé le même responsable. Ces procédures exceptionnelles, ajoute la même source, ont pour objectif la préservation des arbres fruitiers et le soutien de

quelques secteurs agricoles, concernant les producteurs d'agrumes, de grenades et d'olives, ainsi que des fermes d'élevage bovins et de volailles. La Direction des ressources en eau compte réaliser le périmètre agricole irrigué de la plaine de Mostaganem, qui portera les superficies irriguées de la wilaya de 45.000 à 60.000 hectares à la fin du projet qui participera à alléger la pression sur les eaux souterraines qui ont été touchées, les années passées, en raison de la baisse de la pluviométrie, importante pour l'arrosage des plantations. La première tranche du périmètre irrigué de la plaine de Mostaganem permettra d'irriguer 6.000 ha de terres agricoles sur 15.300 ha programmés dans le cadre de ce projet dont

le coût est estimé à près de 7,5 millions DA. La même Direction a mis en place un plan d'urgence pour la préservation du niveau des eaux souterraines (55 millions de mètres cubes), à travers la rationalisation de la consommation des eaux de puits et la diversification des sources et des ressources hydriques. Le plan comprend également les barrages (Kramis, Cheliff et Kerrada) et les eaux issues des stations de désalinisation (station de Sonectar), ainsi que les eaux traitées destinées à l'irrigation, selon la même source. La superficie des terres agricoles irriguées par les eaux souterraines dans la wilaya de Mostaganem s'élève à plus de 37.000 ha dans les différentes zones. Cette surface a besoin, annuellement, de plus de 155 millions de mètres cubes d'eau, a-t-on indiqué.

EHU D'ORAN

Reprise totale des activités médico-chirurgicales

Les différents services de l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) d'Oran ont repris de façon normale leurs activités médico-chirurgicales après plusieurs mois de lutte contre le Covid-19, a-t-on appris auprès de cet établissement de santé publique. A l'exception des services de réanimation, le service spécial Covid-19 au sein de la maternité et le centre de tri qui activent toujours dans la lutte contre la pandémie, tous les au-

tres services ont repris leur travail habituel de consultations et d'interventions chirurgicales, dont le service de pneumologie qui était le dernier à reprendre ses activités normales après la sortie jeudi passé de la dernière patiente guérie. La baisse du nombre de patients atteints par Covid-19 dans la wilaya d'Oran les derniers temps, a permis la reprise progressive des activités de l'ensemble des services de l'EHU d'Oran. Cette se-

maine tous les services ont repris leur activité habituelle. Depuis le début de la pandémie, dix (10) services de cet établissement désigné Centre Covid-19 étaient impliqués dans la prise en charge des cas atteints par le coronavirus, a-t-on rappelé, notant que les services de chirurgie cardiaque et de chirurgie orthopédique, ont repris en juin dernier. Les services qui restaient impliqués dans la lutte contre Covid-19, sont celui de la pneumologie,

ORL, la médecine interne, la chirurgie maxillo-faciale, la gastro-entérologie, la réanimation, ainsi que l'espace dédié aux femmes enceintes atteintes par la Covid-19. Les patients diagnostiqués positifs à la Covid-19 sont orientés vers l'hôpital de 120 lits de Hal Nedjma dédié exclusivement à la prise en charge des patients atteints par le Virus, seuls les cas graves nécessitant une réanimation sont traités à l'EHU d'Oran, a-t-on précisé de même source.

GHARDAIA (LOCALITÉS DE LA VALLÉE DU M'ZAB)

# Finalisation des raccordements au réseau d'assainissement

L'ensemble des habitations et immeubles se trouvant dans les localités de la vallée du M'zab (4 communes) sont raccordées au collecteur principal du mégaprojet intégré d'assainissement liquide et de protection contre les crues de l'Oued, a assuré mardi à l'APS le directeur des Ressources en eau de la wilaya.



Le raccordement de l'ensemble des quartiers et localités des communes de Daya Ben-Dahoua, Ghardaia, Bounoura et El-Atteuf a été achevé au terme de la réalisation du dernier tronçon d'une longueur de 1,9 km linéaire sous forme de galeries devant prendre en charge les eaux usées de la commune de Daya Ben Dahoua (plus de 20.000 habitants) et la bourgade de Touzouz, a précisé Lahbib Boulenour. L'achèvement de ce dernier tronçon de raccordement au collecteur principal d'assainissement permet l'éradication des fosses septiques et les débordements fréquents des eaux usées, estimant, pour leur part, des élus et autres habitants de la commune située en amont de la vallée du M'zab.

Considéré comme le plus important projet intégré d'assainissement initié dans le sud du pays, pour un coût de plus de 11 milliards DA, cet ouvrage, qui a été lancé en 2004, a connu une phase de répit "forcée" suite aux intempéries qu'a connues la région de Ghardaia le 1er octobre 2008 et un retard imputé aux problèmes d'expropriation sur le tracé du réseau, selon les données du secteur des ressources en eau. Sa concrétisation a été dictée par l'évolution rapide de la population concentrée dans l'espace urbanistique de la région, touchant même le lit mineur de l'oued, et qui a engendré un danger de pollution de la nappe alluvionnaire de ce cours d'eau vital pour la survie de toute la région (les quatre communes),

a-t-on souligné. Pour mettre un terme aux dangers qui guettaient la population locale, les pouvoirs publics ont lancé ce projet intercommunal intégré qui comporte de nombreux ouvrages, en amont et en aval de l'oued, dont trois digues de rétention sur les oueds Boubrik, Labiodh et El-Himer, qui ont un rôle de régulateurs, et également des réserves aquifères de plus de 46 millions m<sup>3</sup> d'eau, selon la même source. Parallèlement, des travaux de calibrage et d'endiguement de l'oued sur 25 km, entre Daya Ben-Dahoua et El-Atteuf ont été menés avec la réalisation d'un collecteur principal des eaux usées, avec un segment de trois kilomètres en "ovoïde" (galeries). Le projet a été bouclé par la réali-

sation d'une station de traitement des eaux usées par lagunage devant fournir 46.000 m<sup>3</sup>/jour d'eau traitée et réutilisables à des fins agricoles, a-t-on encore précisé. Pour la concrétisation de ce projet quelque 700 millions DA ont été dégagés par les pouvoirs publics pour indemniser près de 200 propriétaires de terrains situés sur le tracé du projet. Le projet vise à améliorer les conditions de vie des citoyens des zones les plus urbanisées de la vallée du M'zab, à supprimer la pollution engendrée par l'évacuation des eaux usées et à préserver la nappe phréatique et les eaux souterraines dans cette vallée, en plus de mettre un terme à la dégradation environnementale de cette région touristique.

BATNA (BARRAGE KOUDIAT LAMDOUAR)

## Arrêt technique de la station de traitement des eaux

L'exploitation de la station de traitement des eaux du barrage Koudiat Lamdaouar (dans la commune de Timgaou) et l'alimentation en eau potable ont été interrompues en raison de la turbidité constatée dans cet ouvrage hydraulique après les récentes intempéries dans la wilaya de Batna. a-t-on indiqué mardi à l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Le chargé de communication de l'ADE-Batna, Abdelkrim Zaim, a précisé à l'APS que l'arrêt technique de la station de traitement est dû à l'important taux de turbidité des eaux du barrage provoqué par les fortes pluies orageuses qui se sont abattues sur la wilaya dans la nuit de lundi à mardi. "Il est attendu que cette turbidité baisse pour atteindre le niveau admissible permettant de reprendre le traitement des eaux et l'approvisionnement des citoyens en eau potable dans les meilleurs délais", a expliqué la même source, ajoutant que les citoyens ont été informés de cette panne via la page officielle de l'unité ADE-Batna. L'arrêt de la station de traitement des eaux du barrage de Koudiat Lamdaouar depuis mardi matin à six heures a provoqué une perturbation dans l'alimentation en eau potable des populations à travers les villes desservies depuis cet ouvrage hydrique, Batna, Tazoult, Ichermoul, Arris, Ain Touta, Barka, Chemora et Ain Yagout. Il est à signaler que la quantité d'eau produite quotidiennement au niveau du barrage Koudiat Lamdaouar est estimée à 7000 m<sup>3</sup>, selon l'unité l'Algérienne des eaux de Batna.

M'SILA (DÉDOUBLEMENT DE LA ROUTE NATIONALE 60)

## Reprise "prochainement" des travaux

Le chantier du projet portant dédoublement de la route nationale (RN) 60 reliant la ville de M'Sila et Hammam Delâa, à l'arrêt depuis plus d'une année, sera "prochainement" relancé, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de la wilaya. Le redémarrage de ce chantier, à l'arrêt pour "insuffisance des crédits alloués pour sa concrétisation" et les répercussions sur la situation pandémique que vit la wilaya de M'Sila depuis l'apparition de Covid-19, vient suite à une orientation du nouveau chef de l'exécutif local, Abdelkader Djellaoui, a précisé la même source, détaillant que le dédoublement concerne plus de 30 km de la RN 60, traversant la capitale du Hodna. La réalisation de l'évitement de la ville de Hammam Delâa est inclut dans le marché de ce projet a-t-on encore détaillé ajoutant que ce projet contribuera, après réception, à réduire le nombre d'accidents mortels enregistrés fréquemment sur cet axe routier et assurer une meilleure sécurité aux usagers de cette route tout en améliorant la qualité de service. Le dédoublement de la RN 60, qui connaît un trafic routier dense avec un transit de plus de 16.000 véhicules par jour sur cet axe, constitue une "priorité" du point de vue sécurité routière dans la wilaya de M'Sila, considérée comme véritable carrefour pour aller vers Bordj Bou Arreridj et Bouira en passant par la localité de Sidi Aïssa, a-t-on expliqué, rappelant qu'une enveloppe financière de près de trois (3) milliards de dinars a été allouée pour la réalisation de ce projet.

OUARGLA

## Des initiatives virtuelles pour soutenir les candidats au Baccalauréat

Diverses initiatives et actions virtuelles de soutien aux candidats du Baccalauréat sont animées par des associations et établissements de la wilaya d'Ouargla. Visant à apporter l'aide psychopédagogique aux candidats qui auront à examiner (session 2020) dans une conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation de la pandémie du Covid-19, ces initiatives sont animées par des associations soucieuses d'une bonne préparation de candidats à cet examen ouvrant l'accès à l'enseignement supérieur. Le coach Sabah El-Leulmi, chargée de la préparation psychologique et cognitive vient de lancer, en coordination avec la Fédération nationale de coaching de développement de la mémoire, des vidéos, via You tube, de son initiative "Marathon de mémorisation de 99 informations", dédiée notamment à l'apprentissage des matières littéraires notamment,

l'histoire, la géographie, la philosophie et les sciences religieuses. Une méthode qui permet aux futurs bacheliers de retenir, à la lumière d'une stratégie simple et fiable, plusieurs données cognitives par la conversion des informations en signes, symboles et dessins à apprendre plus facilement et rapidement, a-t-elle expliqué. Selon Mme Leulmi, cette initiative virtuelle a été favorablement accueillie par des lycéens et leurs parents, car, disent-ils, leur permettant de développer plus aisément leurs capacités cognitives. L'association "Sanabil El-Khir" d'Ouargla s'est, de son côté, impliquée dans ces actions de préparation pédagogique des candidats au Bac, à travers l'animation en ligne, par des enseignants, de cours de soutien et de communication interactive pour échanger des questions afférentes aux cours dispensées virtuellement.

Soucieuse de la préparation psychologique des candidats à de pareils examens, l'association caritative locale "El-Basma" a lancé, elle aussi, une série de conférences et d'interventions de soutien psychologique sur Facebook, animées par des psychopédagogues chargés de prodiguer les méthodes à même de dissiper le trac et le stress chez les candidats et de présenter les voies facilitant l'organisation du temps de la révision et de réponse aux épreuves. La responsable de l'association, Rayane Khaoui, a indiqué que de pareilles actions de soutien visent à encourager les candidats et leur relever le moral en prévision des examens. Toutes ces initiatives ont été largement saluées par les candidats et favorablement accueillies par les parents, car allant dans le sens de l'exploitation optimale du temps restant et la préparation de l'examen.





ESPAGNE

# Lionel Messi a repris l'entraînement collectif avec Barcelone



**L**a superstar du FC Barcelone Lionel Messi a repris l'entraînement avec le reste du groupe catalan mercredi matin, après s'être entraîné seul de son côté lundi et mardi, a annoncé le FC Barcelone dans un communiqué. "Ce mercredi, Messi, (Philippe) Coutinho, Sergio (Busquets), Frenkie de Jong et Ansu Fati ont repris les entraînements avec le groupe. Les cinq footballeurs se sont entraînés avec le reste de leurs coéquipiers sur le terrain N.2 du centre

d'entraînements sous une pluie intense", a indiqué le Barça.

L'Argentin (33 ans), qui avait communiqué à ses dirigeants le 25 août son intention de quitter le Barça avant de faire marche arrière, est revenu s'entraîner sous les ordres du nouveau coach Ronald Koeman pour la première fois lundi, après avoir passé un premier test PCR à son domicile qui s'est révélé négatif, selon la presse. Le FC Barcelone a par ailleurs indiqué que le

défenseur central français Samuel Umtiti, testé positif au nouveau coronavirus le 14 août dernier, a réussi son examen médical. Il pourrait donc retrouver ses coéquipiers dans les jours à venir.

Mercredi après-midi (17h30 locales, 15h30 GMT), le groupe du Barça reviendra s'entraîner pour préparer le premier match amical contre le Nàstic de Tarragone, prévu samedi à 19h00 (17h00 GMT) au stade Johan Cruyff.

Brèves

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

La règle des cinq changements maintenue

La Fédération espagnole de football a annoncé ce mardi que la règle des cinq changements serait maintenue lors de la totalité de la nouvelle saison qui débutera le week-end prochain. À l'instar des clubs français et allemands, les clubs de Liga et de Segunda Division (D2) seront donc autorisés à effectuer cinq changements lors de la saison qui reprend ce vendredi. Pour rappel, l'International Football Association Board (IFAB) avait laissé le choix aux différentes Ligues de prolonger ou non ce changement de règlement - introduit lors de la reprise des compétitions perturbées par la pandémie de Covid-19. Pour l'instant, seuls les clubs de Premier League ont voté contre. Ils ne pourront par conséquent effectuer que trois remplacements.

ITALIE

L'Atalanta pourra jouer la Ligue des champions dans son stade

La formation de l'Atalanta Bergame a reçu mardi le feu vert de l'UEFA pour pouvoir disputer ses prochains matches de Ligue des champions dans son stade, sous réserves de quelques travaux, a annoncé le club italien. La saison dernière, son stade étant en travaux et loin des normes de l'UEFA, c'est au stade San Siro de Milan, à 60 kilomètres de Bergame, que la "Dea" disputait ses rencontres de C1. Dans un communiqué, l'Atalanta a indiqué mardi soir que "la visite de deux jours au Gewiss Stadium de la part de la commission de l'UEFA a eu un résultat positif". Le club lombard, qui a atteint les quarts de finale de la Ligue des champions (battu par le Paris SG lors du Final 8 estival) pour sa première participation, précise qu'il pourra y accueillir les matches européens s'il effectue "des travaux d'adaptation qui seront réalisés dans les prochaines semaines". "C'est peu dire que c'est une grande satisfaction et un autre rêve qui se réalise", a commenté le président bergamesque Antonio Percassi dans ce communiqué. Les travaux demandés par l'instance dirigeante du football européen concernent les zones médias et les zones d'accueil des invités de l'UEFA, selon le club, qui a terminé 3e du dernier championnat de Serie A (dont les quatre premiers sont qualifiés pour la Ligue des champions). L'Atalanta connaît ses adversaires de la phase de poules de C1 le 1er octobre, date du tirage au sort des groupes.

BELGIQUE

Le Standard officialise l'arrivée du Congolais Jason Muleka

L'attaquant congolais (RDC) Jason Muleka a rejoint le Standard de Liège en provenance du TP Mazembe, a confirmé mardi le club liégeois sur son site officiel. Le club de la RD Congo avait annoncé son transfert dès le 12 août dernier. Formé au TP Mazembe, Muleka, 20 ans, a fait ses débuts professionnels en 2017 avec son club formateur. En 85 matches avec le club congolais, il a inscrit 57 buts. Il a également terminé meilleur buteur de la dernière Ligue des Champions africaine avec 7 buts en 10 matches. En 2019, Muleka a été élu meilleur joueur du championnat de République démocratique du Congo et est considéré comme un des plus grands espoirs du football africain.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE DE FOOTBALL

Kevin De Bruyne meilleur joueur de la saison

Le milieu de terrain belge Kevin De Bruyne, pensionnaire de Manchester City a été élu meilleur joueur de la saison 2019/2020 du championnat d'Angleterre au terme du scrutin organisé par la Professional Footballers' Association (PFA), le syndicat des joueurs.



De Bruyne est le premier joueur de City à être couronné et les Citizens réalisent le doublé, puisque chez les femmes, c'est l'attaquante anglaise Lauren Hemp qui a été couronnée. Ironie du sort, c'est l'année où les Sky Blue ont terminé à 18 points de Liverpool que De Bruyne est récompensé, alors que lors des deux saisons précédentes, où l'équipe mançunienne avait remporté le championnat, c'étaient deux Reds, Mohamed Salah en 2018 et Virgil van Dijk en 2019, qui l'avaient emporté. Mais le Belge a produit une saison

impressionnante de qualité et de régularité, égalant le record de 20 passes décisives établi par Thierry Henry en 2002/2003. Il a ajouté 13 buts, ce qui fait de lui le milieu le plus prolifique sur une saison depuis Frank Lampard il y a 10 ans. "C'est un grand honneur d'être élu par ses collègues, ses concurrents des autres équipes contre lesquelles on joue sur le terrain. Qu'ils votent pour vous comme meilleur joueur, c'est incroyable", a commenté De Bruyne, cité dans un communiqué de son club. Après une saison 2018/2019 plom-

bée par des blessures, le milieu belge a souligné ce qu'il doit à Pep Guardiola, son entraîneur. "Quand il donne des ordres sur ce que l'équipe doit faire, il sait que je vais l'écouter. Mais d'un autre côté, il me donne énormément de liberté, je ne sais pas vraiment pourquoi, mais c'est comme ça que ça fonctionne entre nous", a-t-il raconté. "Il sait que je mettrai toujours l'équipe avant tout mais que, évidemment, si je peux me mettre en valeur, je le ferai". L'équipe-type de la saison est cependant largement dominée par

les Reds, au nombre de cinq: Jordan Henderson, Trent Alexander-Arnold, Andy Robertson, Virgil Van Dijk et Sadio Mane. Le gardien de Burnley Nick Pope, le défenseur de Leicester Caglar Söyüncü, le milieu de City David Silva, le meilleur buteur du championnat Jamie Vardy et son dauphin Pierre-Emerick Aubameyang figurent également dans l'équipe. L'attaquant de Manchester United, Marcus Rashford, qui s'est fortement engagé dans la lutte contre la mal-nutrition chez les enfants cette année, a aussi reçu un prix honorifique.

FRANCE

Abdoulaye Doucouré signe à Everton pour 3 ans

Le milieu de terrain français Abdoulaye Doucouré (27 ans) a signé à Everton pour 3 ans, mardi, en provenance de Watford, relégué au terme de la saison dernière. Le contrat signé par le joueur, formé à Rennes, prévoit une quatrième année en option, et le montant de la transaction, gardée secrète par le club, atteindrait 28 millions d'euros, bonus compris. Doucouré rejoint le club dirigé par Carlo An-

celotti et qui rêve depuis plusieurs saisons de se mêler régulièrement à la lutte pour les places européennes. Everton, où évoluait déjà le latéral international Lucas Digne, a bouleversé son entre-jeu cet été, puisqu'il avait annoncé ces derniers jours l'arrivée du Brésilien de Naples Allan et du Colombien du Real Madrid James Rodriguez. Milieu relayeur très dynamique et avec un gros volume de jeu, Abdoulaye Doucouré avait re-

joint Watford il y a 4 ans et, après un prêt de quelques mois à Grenade, il a disputé 129 rencontres de Premier League avec les Hornets, inscrivant 17 buts et délivrant 12 passes décisives. "Cela fait longtemps que j'attends de venir ici et c'est arrivé donc je suis très heureux (...). Je me sens au sommet de ma carrière en ce moment. Mentalement et physiquement, je suis à mon meilleur niveau", a expliqué le joueur sur le site internet de l'autre club de Liverpool.

US OPEN

L'Espagnol Pablo Carreno qualifié pour les demi-finales

L'Espagnol Pablo Carreno (27e mondial) a obtenu sa qualification pour les demi-finales de l'US Open, après sa victoire avec des débris du Canadien Denis Shapovalov (17e) 3-6, 7-6 (7/5), 7-6 (7/4), 0-6, 6-3, mardi en session nocturne à Flushing Meadows. Agé de 29 ans, Carreno atteint pour la deuxième fois de sa carrière le dernier carré du Majeur new-yorkais après 2017. Il jouera contre l'Alle-

mand Alexander Zverev (7e) pour une première place en finale. Souvent malmené par le service (26 aces) et les coups gagnants (76 contre 33) adverses, l'Espagnol, infatigable défenseur-contreur, a fini par avoir le dernier mot sur le Canadien, à qui il barre la route à l'US Open pour la seconde fois après sa victoire en 2017 en 8e de finale. Sa quatrième victoire (une défaite) pour leur cinquième confrontation a été longue à se

concrétiser puisqu'il s'est imposé en 4 h 08 min. Carreno, qui avait bénéficié d'un coup de sort au tour précédent avec la disqualification de Novak Djokovic, auteur d'un geste d'humeur dangereux en direction d'une juge de ligne, a subi en début de match sans pouvoir vraiment répliquer. Mais sa résistance s'est accrue et il a fait craquer par deux fois Shapovalov aux tie-breaks des 2e et 3e sets. Ac-

cusant une baisse de régime dans le quatrième, au terme duquel il s'est fait soigner au dos, le Barcelonais a été le plus solide dans la cinquième manche, durant laquelle son jeune adversaire s'est montré trop imprécis (76 fautes directes au total contre 42). "Je suis détruit, mais très, très heureux. Ces derniers mois ont été durs pour tout le monde. Je me sens chanceux de me retrouver là où je suis ce soir", a-t-il dit, après coup.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL (FAF)

# Plus de 165 milliards de dinars au profit des clubs algériens

Le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) a procédé à la répartition des aides décidées par la Fédération internationale de football (Fifa) et de la Confédération africaine de football (CAF) au profit des clubs algériens d'un montant global de 165,6 milliards de dinars, dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, indique hier un communiqué de l'instance fédérale.



À l'issue de sa réunion mensuelle statutaire tenue mardi, le bureau fédéral a décidé d'octroyer 60 millions de DA pour la Ligue de football professionnel (LFP), à savoir 3 millions de DA pour chacun des 20 clubs constituant la Ligue 1. La Ligue nationale de football amateur (LNFA) a bénéficié, quant à elle, d'un montant de 39,6 millions de DA, à savoir 1,1 million de DA pour chaque club (36 clubs), alors que la Ligue inter-régions (LIRF) a bénéficié d'un montant de 6 millions de DA. De leur côté, les Ligues ré-

gionales ont bénéficié dans le cadre des aides octroyées suite à la pandémie de la COVID-19, d'un montant de 36 millions de DA pour les neuf ligues (4 millions chacune), alors que 24 millions de DA seront distribués sur les 48 Ligues de wilaya (5 millions de DA chacune). Pour rappel, la FAF a bénéficié d'un montant d'un million de dollars de la part de la FIFA et d'un autre de 300 000 dollars émanant de la CAF. L'aide de l'instance continentale a été déjà virée, alors que celle de la FIFA se fera en deux tranches : la première dans les prochains

jours et la seconde le mois de décembre 2020, précise la même source. Par ailleurs, et comme décidé lors des réunions avec les représentants des clubs de la Ligue 1 professionnelle (le 26/08) et de la Ligue 2 nationale (le 31/08), les quotes-parts destinées à la Ligue de football professionnel (LFP) et à la Ligue nationale de football amateur (LNFA), représentent une contribution de la FAF aux frais d'engagements des clubs pour la saison 2020/2021.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 ALGÉRIENNE (MC ALGER)

## Hachoud prolonge pour deux saisons

Le défenseur du MC Alger Abderrahmane Hachoud (32 ans), a prolongé son contrat pour deux saisons avec le MC Alger, a annoncé mardi le club vice-champion d'Algérie de football sur sa page officielle Facebook. Le natif d'Al-Attaf (Ain Defla) avait rejoint le "Doyen" en 2012 en provenance de l'ES Sétif. Il avait signé un premier passage chez le MCA lors de la saison 2006-2007, avant de rejoindre le CABB Argerij (2007-2010). Avec le Mouloudia, Hachoud avait

remporté deux Coupes d'Algérie (2014-2016) et deux Supercoupes (2014-2016). Hachoud devient le premier joueur en fin de contrat à prolonger son bail au Mouloudia, contrairement à l'attaquant Hicham Nekkache et le milieu offensif Walid Derrardja, qui n'ont pas été appelés à prolonger, eux qui se sont engagés pour deux saisons avec le MC Oran. Le meneur de jeu Abderrahmane Bourdim, dont le contrat est arrivé à terme, n'a pas encore rendu sa réponse à la direction, alors qu'il est

convoité avec insistance par l'ES Sétif. Côté recrutement, le MCA a enregistré mardi l'arrivée du gardien de but international Abdelkadir Salhi, libre de tout engagement, pour un contrat de trois ans en provenance de la JS Kabylie. L'enfant de Chlef rejoint les deux premières recrues : le défenseur central Mouad Haddad (ex-JSM Skikda) et le milieu de terrain ivoirien Islam Daoudi Diomandé (ex-ES Sétif). La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement 5 août dernier

et s'étalera jusqu'au 27 octobre. Le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été fixé. Le MCA, a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), à la 2e place au classement final, établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidé par la Fédération algérienne (FAF).

R.S

AFROBASKET-2021 / ALGÉRIE (PRÉPARATION)

## Le sélectionneur national tire la sonnette d'alarme

L'entraîneur en chef de la sélection algérienne de basket-ball, Bilal Faïd, a tiré la sonnette d'alarme sur le retard que prend la préparation du Cinq national en prévision des éliminatoires pour l'AfroBasket-2021, prévus fin novembre. "Nous avions prévu un stage de 10 jours (7 au 16 septembre) à Alger, axé principalement sur la préparation physique vu que les joueurs sont à l'arrêt depuis le mois de mars. Nous avons passé les tests sérologiques et nous attendons depuis d'être convoqués au Centre de Souidania (Alger) pour passer les tests PCR", a déclaré Faïd à l'APS. L'ensemble des activités

sportives en Algérie sont suspendues depuis le 16 mars dernier, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus. Le sélectionneur national s'est inquiété d'autant plus que les futurs adversaires de l'Algérie, à savoir, le Mali, le Rwanda et le Nigeria, "ont déjà repris la compétition au niveau national". "Nous accusons un retard conséquent dans la préparation pour le premier tournoi de qualification prévu fin novembre, dont la FIBA-Afrique a maintenu les dates du 27 au 29 novembre. Il est vraiment nécessaire de regrouper les joueurs et entamer la préparation dans les plus brefs délais pour espérer décrocher

une qualification à la phase finale de l'AfroBasket-2021", a-t-il ajouté. Le président de la Fédération algérienne de basket-ball, Rabah Bouarifi, avait souhaité, en août dernier, que la Fiba Afrique revoit le calendrier et décale le tournoi prévu au Mali à 2021, à cause de la longue période d'inactivité causée par la pandémie. En cas de qualification, l'équipe nationale algérienne jouera un dernier tournoi qualificatif en février 2021, avant la phase finale de l'AfroBasket, prévue à Kigali (Rwanda) du 24 août au 5 septembre.

R.S

## Brèves

FOOT/ OGC NICE

### Youcef Atal de retour à l'entraînement

Le défenseur international algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal, blessé aux ischio-jambiers depuis fin août, a repris l'entraînement avec le groupe, a indiqué mardi le club de Ligue 1 française de football. Le latéral algérien, qui a vu sa reprise en L1 française retardée à cause d'une élongation aux ischios, a pris part à la séance de mardi matin, précise la même source. Titulaire durant quasiment tous les matchs de l'OGC Nice pendant la phase de préparation, Atal a raté le coup d'envoi de la saison, au même titre que son coéquipier et compatriote Hicham Boudaoui, victime d'une lésion méniscale, lors du match amical disputé aux Slovaques du FK DAC 1904 (6-0) le 4 août, en marge du stage d'intersaison effectué en Autriche. Les Aiglons continuent de préparer leur 2e déplacement de la saison (3e journée de L1, ce samedi à 16h00 à Montpellier), avec un 2e entraînement cet après-midi. L'OGC Nice occupe la tête du classement du championnat de France avec 6 points récoltés grâce aux succès contre respectivement Lens (2-1) et Strasbourg (0-2).

R.S

ARABIE SAOUDITE

### Bendebka rempile avec Al-Fateh FC

L'international algérien Sofiane Bendebka a prolongé de deux saisons, le contrat le liant à Al-Fateh FC, club de première division du championnat de football d'Arabie saoudite, a indiqué le club sur tweeter. Bendebka qui avait rejoint en janvier dernier le club saoudien en provenance du MC Alger, a inscrit jusqu'ici cinq buts, en plus de quatre passes décisives. Ses bonnes prestations n'ont pas laissé indifférents, les dirigeants d'Al-Fateh qui ont décidé de lui renouveler leur confiance. Le milieu de terrain algérien et Al-Fateh disputaient, hier soir, un match décisif pour la survie du club en division Une. L'équipe affronte celle de Damac FC, entraînée par le technicien algérien Noureddine Zekri, lors de la dernière journée de la compétition, dans un match à six points. En effet, Al-Fateh, 10e avec 33 points à un point de son adversaire du jour, peut se contenter d'un nul pour sauver sa saison, alors que Damac FC sera dans l'obligation de remporter son match et attendre les résultats des autres équipes concernées par le maintien, à savoir Al-Ittihad, Al-Taawoun et Al-Faiha qui lui partage la même position avec 32 points, mais la différence de buts est défavorable aux coéquipiers de Farouk Chafai. De son côté, Al-Hilal avait scellé le sort du championnat depuis quelques semaines, en s'adjudiquant le titre.

R.S

FOOTBALL (COUPE D'ALGÉRIE)

### Les sanctions contre le CABBA et de l'ES Sétif allégées

La commission de recours de la Ligue de football professionnel (LFP) a notifié au CABBA Borj Bou Arreidj et à l'ES Sétif, l'allègement des sanctions prises à leur encontre, suites aux incidents survenus en quarts de finale aller de la Coupe d'Algérie de football, le 8 mars dernier au stade de Borj Bou Arreidj, a indiqué mardi un communiqué de la Ligue. Après étude des recours des deux clubs de la Ligue 1, la commission de recours a réduit, à 3 matchs à huis clos au lieu de six, la sanction infligée au CABBA, et à deux rencontres sans public au lieu de six pour l'ES Sétif. En plus, l'amende de 400 000 DA infligée aussi aux deux équipes, a été divisée par deux par la commission des recours qui a également annulé la sanction de priver les deux clubs des hauts-plateaux de leurs quotes-parts dues au titre des droits de télévision, et la sanction de remboursement des frais par l'ESS pour les dégâts enregistrés au stade du 20 août 1955 de Borj Bou Arreidj. Pour rappel, le match CABBA-ESS qui avait constitué l'affiche des quarts de finale a été marqué par des actes de violence et de vandalisme à l'issue de la partie dans et en dehors du stade, plusieurs voitures stationnées aux abords du 20-Août ayant même été saccagées et 29 personnes arrêtées par la police.

R.S

Brèves

FRONTIÈRES  
RUSSES

Des avions de  
chasse  
interceptent des  
avions militaires  
américains,  
suédois, et  
norvégiens

Le ministère russe de la Défense a déclaré que des avions de chasse russes avaient été déployés mardi pour éviter de possibles violations des frontières nationales par des avions militaires appartenant aux Etats-Unis, à la Suède et à la Norvège. Un avion de chasse russe Su-27 a intercepté l'avion de reconnaissance RC-135 de l'armée de l'air américaine ainsi qu'un avion de reconnaissance Gulfstream de l'armée de l'air suédoise au-dessus des eaux internationales de la mer Baltique, a rapporté le service de presse du ministère Zvezda. Plus tôt dans la journée, un avion de chasse russe MiG-29 a intercepté un avion de patrouille P-3C Orion de l'armée de l'air norvégienne au-dessus de la mer de Barents, indique un communiqué séparé. Samedi, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a déclaré que son pays était vivement préoccupé par le désir de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de démontrer sa force. Selon M. Choïgou, le nombre de vols d'appareils de reconnaissance de l'OTAN près des frontières russes a augmenté à 120 en août de cette année, contre 87 au cours du même mois l'année précédente. Entre le 23 août et le 2 septembre, les avions de chasse russes ont décollé près de 10 fois pour intercepter des avions de l'OTAN, selon M. Choïgou.

TURQUIE  
Nouvelle  
opération contre  
les membres du  
PKK à Van

Les forces de sécurité turques ont lancé une nouvelle opération contre les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) dans la ville de Van (est), a annoncé mardi le ministère de l'Intérieur. "L'opération Eclair-10 menée avec le concours de 1.040 personnels, dont des commandos de la gendarmerie et des policiers, s'est déroulée par la mort de 46 membres du PKK, l'arrestation de 26 collaborateurs, la destruction d'abris et de caches, ainsi que la saisie d'un grand nombre d'armes et de munitions", a-t-il précisé. Les autorités turques avaient mené la semaine dernière l'opération "Eclair-9" dans les villes orientales de Mus et de Bingol, ainsi qu'à Diyarbakir (sud-est). Le gouvernement mène de telles offensives depuis plusieurs semaines dans l'est et le sud-est du pays contre les membres du PKK, classé comme organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne. La première, l'opération "Eclair-1", avait été lancée à Sirkak (sud-est) le 14 juillet.

IRAK ET D'AFGHANISTAN

Trump va annoncer davantage  
de retrait de troupes



Le président des Etats-Unis, Donald Trump va annoncer bientôt le retrait de davantage de troupes d'Irak et d'Afghanistan, a indiqué mardi un haut responsable de son administration. Ce dernier a dit aux journalistes voyageant avec le président de s'attendre à une annonce mercredi concernant le retrait de troupes stationnées en Irak. Une annonce concernant l'Afghanistan interviendrait dans les jours à venir, a ajouté la même source. Donald Trump, qui brigue sa réélection en

Novembre, avait auparavant dit qu'il voulait retirer les soldats basés en Irak. Lors d'un entretien en août avec le Premier ministre irakien Moustafa al-Khademi, il avait fait cette déclaration mais sans donner de date précise. L'armée américaine a quitté l'Irak vers la fin 2011, laissant derrière juste une petite mission rattachée à l'ambassade américaine. Mais d'autres forces américaines ont été déployées dans le pays quelques années plus tard afin de soutenir les forces irakiennes dans leur guerre contre l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (EI-Daech), qui me-

nait une offensive dévastatrice durant l'été 2014. Pour sa part, en août, le Pentagone avait affirmé vouloir réduire à moins de 5.000 militaires sa présence en Afghanistan sur fond de pourparlers de paix inter-afghanes. Actuellement, les Etats-Unis disposent de 8.600 militaires en Afghanistan. Selon un accord signé en février à Doha par Washington et les talibans, les troupes étrangères vont quitter l'Afghanistan en 2021, en échange d'un engagement des talibans en faveur de la paix.

IRAK  
Le président Rohani appelle à renforcer  
les liens avec la Turquie

L'Iran et la Turquie, en tant que deux grandes puissances régionales, devaient renforcer leur coopération pour vaincre les "complots étrangers", a déclaré mardi le président iranien Hassan Rohani. "L'Iran et la Turquie sont les deux grandes puissances de la région, et il y a toujours eu des animosités et des rancunes entre les deux pays qui existent encore aujourd'hui", a déclaré M. Rohani à son homologue turc Recep Tayyip Erdogan lors de la 6e réunion du Conseil de coopération de haut-niveau Turquie-Iran, qui s'est tenu par visioconférence. Selon le président iranien, le seul moyen

de surmonter les "complots étrangers" est renforcer davantage les relations entre les deux pays. Il a salué les "fondements très solides" des relations turco-iraniennes, basées sur le bon voisinage, des valeurs communes, le respect mutuel et l'attention portée aux "intérêts communs, la stabilité, la sécurité et la paix dans la région". M. Rohani a également salué l'état de la frontière Iran-Turquie, qualifiée de "frontière de paix et d'amitié". Il a également dit souhaiter que la réunion de mardi et les accords qui seraient conclus par les deux pays soient fructueux et constructifs pour la promotion des relations bilatérales.

DELTA DU DANUBE  
L'Ukraine et la Roumanie  
commencent des  
exercices maritimes

Les forces maritimes ukrainiennes et roumaines ont entamé les exercices Riverine 2020 à Izmail, dans le sud de l'Ukraine, a annoncé mardi l'agence de presse ArmyInform, du ministère de la Défense ukrainien. Selon les responsables de Riverine 2020, l'objectif principal de l'exercice vise à renforcer la sécurité régionale et améliorer l'interopérabilité entre les flottes des deux pays. L'entraînement se déroulera selon les normes de l'OTAN. Outre les flottes de la marine ukrainienne et roumaine, des unités de la garde maritime du service national des frontières de l'Ukraine et de la police roumaine des frontières participeront également aux exercices. L'exercice ukraino-roumain Riverine a eu lieu pour la première fois en 2018.

LIBAN  
Tentative déjouée de traversée clandestine de migrants

L'armée libanaise a déjoué mardi soir une tentative de traversée clandestine de migrants par la mer depuis la ville de Tripoli, dans le nord du pays, a indiqué l'agence nationale d'information (ANI). "Une patrouille des forces navales de l'armée libanaise, en coordination avec les services de renseignement de l'armée, a déjoué une opération de transport clandestin d'un certain nombre de personnes à travers la mer, après que le bateau a été repéré en mer au

large de la côte nord", a rapporté l'ANI. "Il y avait des Libanais et des Syriens à bord et le bateau est retourné (...) au port de Tripoli il y a peu", a ajouté l'ANI. Il s'agit du deuxième échec, en quelques jours, de fuite clandestine de migrants depuis la ville portuaire de Tripoli. Samedi, une barque transportant illégalement des Libanais et des Syriens avait été interceptée au large des côtes chypriotes et forcée de rebrousser chemin.

L'île est située à 160 kilomètres des côtes libanaises. Lundi, le ministre chypriote de l'Intérieur, Nicos Nouris, a affirmé que plusieurs responsables allaient se rendre au Liban rapidement "pour gérer le phénomène" de traversées, de plus en plus fréquentes, "de manière efficace". Ces derniers jours, cinq bateaux, avec à leur bord plus de 150 migrants, ont été repérés près des côtes chypriotes.

## AFGHANISTAN

# Dix morts dans une attaque à la bombe contre le convoi du vice-président

Au moins dix personnes ont été tuées hier à Kaboul lors d'un attentat contre le convoi d'Amrullah Saleh, premier vice-président connu pour être anti-talibans, alors que des pourparlers de paix entre les insurgés et le gouvernement afghan doivent démarrer à Doha.

"Ce matin alors que nous nous rendions à mon bureau, notre convoi a été attaqué. Je vais bien (...) j'ai des brûlures sur le visage et la main", a raconté M. Saleh dans une vidéo publiée sur Facebook, la main recouverte d'un bandage.

"Malheureusement dix civils, la plupart des gens qui travaillaient dans cette zone, ont été tués et quinze autres, dont certains des gardes du corps du premier vice-président, ont été blessés", a déclaré Tariq Arian, un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

"L'explosion d'aujourd'hui n'a rien à voir avec nous", a réagi le porte-parole des talibans Zabihullah Mujahid interrogé par l'AFP.

"Un magasin qui vend des bouteilles de gaz a aussi pris feu, faisant exploser les bouteilles", a raconté Abdullah, un commerçant qui, comme de nombreux Afghans, n'utilise qu'un seul nom. Le président afghan Ashraf Ghani a condamné l'attaque de mercredi.

La délégation de l'Union européenne en Afghanistan a quant à elle dénoncé "un acte désespéré de ceux qui veulent gâcher les efforts de paix".

Mohammad Masoom Stanekzai, chef de l'équipe de négociateurs de Kaboul pour les pourparlers de paix avec les insurgés, a appelé à l'arrêt des violences pour faciliter le processus de paix.

"Le meurtre du peuple doit cesser", a-t-il tweeté. Ancien chef des services de renseignement afghans, Saleh avait déjà échappé à une tentative d'assassinat l'été dernier pendant la campagne présidentielle.

L'attaque contre ses bureaux avait fait au moins 20 morts, pour la plupart des civils, et 50 blessés.

"Après huit heures de combat, je suis retourné à mon bureau, pour voir mes amis et collègues massacrés", avait-il raconté quelques mois plus tard au site indien The Print.

"Ils m'ont manqué", avait-il commenté ajoutant que "le cerveau (de l'attaque) était l'ISI", l'agence de renseignement militaire du Pakistan, dont il avait dénoncé "l'effrayante ingérence" dans le pays.

Dans un tweet, le ministère des Affaires étrangères pakistanaises a "fermement condamné" ce nouvel attentat. "C'est un soulagement que le premier vice-président soit indemne", a poursuivi Islamabad, que Kaboul et Washington accusent de soutenir les talibans, ce que le Pakistan nie.

L'attaque d'hier intervient alors que des négociateurs afghans et talibans doivent entamer des pourparlers de paix inédits au Qatar.

Dimanche, M. Saleh avait déclaré que l'engagement des talibans pour la paix serait mesuré dès le début des négociations. "Le premier test pour les talibans est (un) cessez-le-feu", avait-il dit à la chaîne privée afghane Tolo News.

"Leur Emir est à tout prix". "Certains éléments parmi les talibans se fichent d'un échec des négociations", a expliqué Atta Noori, un analyste politique basé à Kaboul.



Les insurgés ont été enhardis, selon des observa-

teurs, par la signature d'un accord en février avec Washington, qui entérine le retrait des troupes américaines d'ici mi-2021.

"Ils savent que le gouvernement afghan faiblit, alors que la communauté internationale s'y intéresse de moins en moins et porte plus d'attention aux talibans", a continué M. Noori. "Les talibans veulent leur Emir à tout prix et que personne ne s'oppose à eux".

Mardi, le porte-parole du président afghan avait accusé sur Twitter les talibans de mener des attaques quotidiennement.

Prévue en mars, l'ouverture d'un dialogue de paix, inédit entre les deux camps, a été reportée à plusieurs reprises du fait de désaccords autour d'un échange de prisonniers aujourd'hui presque achevé.

AFP

## PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE (SONDAGE)

# Biden devance largement Trump chez les hispaniques

Le candidat démocrate à la Maison Blanche, Joe Biden, devance largement Donald Trump dans les intentions de vote des électeurs hispaniques américains pour la présidentielle du 3 novembre aux Etats-Unis, révèle un sondage publié mardi. 65% des électeurs hispaniques envisagent de voter pour l'ancien vice-président de Barack Obama, tandis que 24% prévoient de donner leur vote à l'actuel président, selon un sondage de l'organisation NALEO et l'institut de sondage Latino Decisions.

Parmi les principales préoccupations des sondés latino-américains à s'être détachées: la pandémie, la crise économique qui en découle et le mouvement de protestation historique contre le racisme, soit les thèmes marquants de la campagne électorale. 52% des personnes interrogées ont déclaré désapprouver fortement la gestion de la pandémie par le président républicain.

Les Etats-Unis comptent désormais près de 190.000 morts du coronavirus et plus de 6,3 millions de cas diagnostiqués sur le territoire depuis le début de la crise sanitaire.

Pour les électeurs hispaniques consultés, le président élu en novembre devra s'atteler en priorité à gérer la pandémie (47%), puis à réduire le coût des soins de santé (31%). L'enquête d'opinion révèle aussi que l'élection présidentielle de 2020 intéresse plus les Hispaniques que celle de 2016. 62% des sondés se disent plus intéressés cette année qu'il y a quatre ans et 78% ont affirmé qu'ils se rendraient aux urnes de façon "quasi certaine", mais de préférence par correspondance (55%) plutôt qu'en présentiel (45%).

55% des électeurs latinos interrogés pensent que Joe Biden et les démocrates font "du bon travail" pour s'occuper des problèmes de la communauté hispanique, tandis que 45% considèrent que Donald Trump et les républicains sont "hostiles" à leur communauté.

La présidence de Donald Trump a été marquée par un durcissement de la politique anti-immigration américaine, le projet d'érection d'un mur à la frontière avec le Mexique et de nombreuses saillies visant des immigrés mexicains, qualifiés de "violeurs" et "criminels" durant la campagne de 2016.

Les Hispaniques sont la première minorité aux Etats-Unis et représentent 60 millions de personnes, soit plus de 18% de la population totale du pays.

Un nombre record de 32 millions d'électeurs hispaniques pourraient voter lors de l'élection de novembre, selon l'institut Pew Research Center.

Le sondage NALEO/Latino Decisions a été réalisé entre le 1er et le 6 septembre sur un échantillon de 400 Hispaniques inscrits sur les listes électorales, avec une marge d'erreur de plus ou moins 4,9%.

R.I

## Brèves

SERGUEÏ LAVROV (MINISTRE RUSSE DES AE)

### L'implication des Etats-Unis alimente les tensions en Méditerranée orientale

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré mardi lors d'une visite à Chypre, que les actions des Etats-Unis en Méditerranée orientale "contribuent au conflit" au lieu d'apporter des solutions pacifiques.

"Il y a d'autres problèmes qui sont sources de préoccupations pour nous en relation avec la situation en Méditerranée orientale (...) Il y a des acteurs extérieurs, tels que les Etats-Unis, qui tentent de tracer des traits et contribuent au conflit au lieu de solutions pacifiques", a indiqué M. Lavrov à l'issue d'une rencontre avec le président chypriote Nicos Anastasiades.

ette visite de M. Lavrov à Chypre est considérée par les analystes politiques comme importante pour les relations entre cette île en Méditerranée orientale et la Russie, et elle intervient à l'issue d'une période de relations tendues entre les deux pays traditionnellement amis.

M. Lavrov s'est également entretenu avec son homologue chypriote Nikos Christodoulides, et les deux parties ont signé à cette occasion des accords comprenant un accord amodé pour éviter la double imposition et un accord sur des questions à discuter entre les deux parties.

Les questions abordées lors de ces discussions ont compris le problème chypriote de longue date et les efforts visant à relancer les négociations au point mort depuis 2017, vers une solution permettant la réunification de l'île, et d'autre part les actions de la Turquie concernant l'exploration gazière en Méditerranée orientale, qui sont également une source d'accroissement des tensions dans la région.

Lavrov a précisé que la position de son pays était que la question chypriote devrait être résolue en accord avec les résolutions des Nations Unies, et exprimé son espoir que les Nations Unies seraient en mesure de relancer ces négociations aussi tôt que possible.

"Nous observons la situation en Méditerranée orientale concernant vos relations avec la Turquie", a dit Lavrov au président chypriote, ajoutant que le compromis et le dialogue étaient les seules solutions. "Nous sommes prêts à offrir toute forme d'assistance pour développer un véritable dialogue vers une solution mutuellement acceptée", a-t-il ajouté.

Lavrov a également déclaré que la Russie était ouverte au développement du dialogue avec "les amis chypriotes" sur l'ordre du jour des discussions bilatérales et des questions internationales.

R.I

## BÉLARUS

### L'opposant Maxime Znak détenu par des "hommes masqués"

L'avocat Maxime Znak, l'un des deux derniers membres du Conseil de coordination de l'opposition bélarusse encore en liberté et au Bélarus, a été détenu mercredi matin par des hommes masqués, a indiqué son entourage.

"Maxime Znak est venu au bureau pour participer à une visioconférence, mais il ne l'a jamais rejointe, il a juste pu envoyer un mot +masques+, a indiqué le service de presse de son groupe d'opposition sur son canal de la messagerie Telegram, publiant aussi une photo de l'avocat conduit par des hommes masqués et en civil.

Le juriste est un des sept membres de la direction du Conseil de coordination, le présidium formé pour obtenir une transition au pouvoir au Bélarus et le départ du président Alexandre Loukachenko. M. Znak et la prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch étaient les derniers dirigeants de ce groupe encore en liberté et au Bélarus, les autres ayant été soit arrêtés soit contraints à l'exil.

L'interpellation de l'avocat intervient un mois jour pour jour après la présidentielle qui a décliné un mouvement de contestation sans précédent dans le pays, dénonçant la réélection de M. Loukachenko, face à l'opposante Svetlana Tikhonovskaïa.

R.I

## DÉFENSE

### L'Iran organise des exercices navals à grande échelle

L'armée iranienne va entamer aujourd'hui des exercices navals à grande échelle dans ses eaux méridionales, a annoncé hier le contre-amiral Habibollah Sayyari.

"Les forces navales ainsi que la défense aérienne, l'aviation et l'infanterie participeront à ces manœuvres de trois jours", a-t-il fait savoir, cité par l'agence de presse

Fars. Les exercices, baptisés "Zolfaqar-99", se tiendront dans une zone de deux millions de km<sup>2</sup> sur la partie orientale du détroit d'Ormuz, des côtes du Makran, de la mer d'Oman et dans le nord de l'océan Indien, a précisé l'officier général.

Des sous-marins "Fateh" de construction iranienne, des navires, des avions et des drones y

prendront part afin de renforcer l'état de préparation et les capacités militaires dans les domaines de la défense navale, aérienne, terrestre et aérienne, a souligné le contre-amiral Sayyari, indiquant également que des drones iraniens à longue portée Sirmoq effectueront également des missions de patrouille et de reconnaissance et s'engageront dans

des combats contre des navires hostiles en lançant des bombes intelligentes avec précision. Ces exercices visent aussi à renforcer la sécurité des eaux régionales et des routes maritimes internationales au Moyen-Orient, ainsi qu'à se préparer à repousser toute "menace transrégionale", selon cet officier.

R.I

# Quelle sera la politique étrangère du prochain président US ?

Les deux programmes des candidats Trump et Biden ne ressemblent pas à ceux des candidats précédents. Il ne s'agit plus d'ajuster les Etats-Unis aux évolutions du monde, mais de définir ce qu'ils seront. La question est existentielle, de sorte qu'il est tout à fait possible que les choses dégèrent et se terminent dans la violence. Pour les uns, le pays doit être une nation au service des citoyens, pour les autres il doit restaurer son statut impérial.

La campagne présidentielle états-unienne 2020 oppose deux visions radicalement différentes des États-Unis : empire ou nation ?

D'un côté, la prétention de Washington de dominer le monde en endiguant (« containment ») les potentiels compétiteurs — stratégie énoncée par George Kennan en 1946 et suivie par tous les présidents jusqu'en 2016 — ; de l'autre, le refus de l'impérialisme et la volonté de faciliter la fortune des États-Uniens en général — stratégie énoncée par le président Andrew Jackson (1829-37) et reprise uniquement par le président Donald Trump (2017—20).

Chacun de ces deux camps manie une rhétorique masquant sa véritable pratique. Démocrates et Républicains se posent en héritiers du « monde libre » face aux « dictatures », en pourfendeurs des discriminations raciales, de genre et d'orientation sexuelle, et en champions de la lutte contre le « réchauffement climatique ». Les Jacksoniens, quant à eux, dénoncent tout à tour la corruption, la perversité et en définitive l'hypocrisie des précédents tout en appelant à se battre pour leur nation et non pas pour l'empire. Les deux camps n'ont en commun que le même culte de la force ; quelle soit au service de l'empire (Démocrates et Républicains) ou de la nation (Jacksoniens).

Le fait que de manière inattendue les Jacksoniens soient subitement devenus majoritaires dans le pays et aient pris le contrôle du Parti républicain ajoute de la confusion, mais ne doit pas faire confondre le trumpisme avec ce qu'est l'idéologie républicaine depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dans les faits, les Démocrates et les Républicains sont plutôt des gens aisés ou des professionnels des nouvelles technologies, tandis que les Jacksoniens — comme les « gilets jaunes » en France — sont plutôt pauvres et liés professionnellement à la terre dont ils ne peuvent pas s'échapper.

Pour la campagne 2020, les Démocrates et les Républicains font bloc derrière l'ancien vice-président Joe Biden.

Celui-ci et ses partisans sont extrêmement volubiles sur leurs intentions :

- "The Power of America's Example", by Joseph R. Biden Jr., *Voltaire Network*, 11 July 2019.
- "Why America Must Lead Again. Rescuing U.S. Foreign Policy After Trump", by Joseph R. Biden Jr., *Foreign Affairs*, March/April 2020.
- Et surtout la déclaration des hauts fonctionnaires de sécurité nationale républicains pour le démocrate Biden :
- "A Statement by Former Republican National Security Officials", *Voltaire Network*, 20 August 2020.

Au contraire, Donald Trump est fuyant par écrit : "Donald Trump Second Term Agenda", by Donald Trump, *Voltaire Network*, 24 August 2020 (la politique étrangère est le petit paragraphe en fin de texte).

À mon sens, les principaux litiges ne sont pas énoncés, mais sont constamment sous-entendus.

## Le programme des Jacksoniens

Dès sa prise fonction, Donald Trump a remis en cause la stratégie Rumsfeld/Cebrowsky d'anéantissement des structures étatiques de tous les pays du « Moyen-Orient élargi » sans exception et il a annoncé son souhait de faire revenir à la maison les troupes égarées dans la « guerre sans fin ». Cet objectif reste en tête de ses priorités en 2020 (« Arrêtez les guerres sans fin et ramenez nos troupes à la maison » - Stop Endless Wars and Bring Our Troops Home) Dans la foulée, il a exclu le directeur de la CIA et le président du comité des chefs d'état-major des



réunions régulières du Conseil de sécurité nationale. Ce faisant, il a privé les partisans de l'impérialisme de leur principal outil de conquête.

Il s'en est suivi une bataille pour la présidence de ce conseil avec l'inculpation du général Michael T. Flynn, puis son remplacement par le général H. R. McMaster, l'exceptionnaliste John R. Bolton, et enfin Robert C. O'Brien.

En mai 2017, Donald Trump a sommé les alliés des États-Unis de cesser immédiatement leur soutien aux jihadistes chargés d'appliquer la stratégie Rumsfeld/Cebrowski. Ce fut le discours de Riyad aux chefs d'État sunnites, puis aux chefs d'État et de gouvernements de l'Otan. Le président Trump avait déclaré l'Otan obsolète avant de se raviser. Il a pourtant obtenu non pas l'abandon de la politique d'endiguement (containment) de la Russie, mais la division par deux des crédits utilisés à cet effet et l'attribution des fonds ainsi préservés à la lutte contre le jihadisme. Ce faisant, il a partiellement cessé de faire de l'Otan un instrument de l'impérialisme pour la transformer en une alliance défensive. Il a donc exigé que ses membres abondent à son budget. Le soutien au jihadisme a cependant été poursuivi par les partisans de l'impérialisme avec des moyens privés, notamment les fonds KKR. Doux ses mots d'ordre : « Éradiquer les terroristes mondiaux qui menacent de nuire aux Américains » (Wipe Out Global Terrorists Who Threaten to Harm Americans) et « Demandez aux alliés de payer leur juste part » (Get Allies to Pay their Fair Share).

Fixé comme les Démocrates et les Républicains sur le culte de la force, le Jacksonien Donald Trump a décidé de rétablir les capacités de ses armées (« Maintenir et développer la force militaire inégalée des États-Unis » - Maintain and Expand America's Unrivaled Military Strength). À la différence de ses prédécesseurs, il n'a pas cherché à transformer la gestion délirante du Pentagone en un privatisant un à un les services, mais il a élaboré un plan de recrutement de chercheurs pour rivaliser technologiquement à nouveau avec les armées russes et chinoises.

Seule la volonté de Donald Trump de retrouver la primauté en matière de missiles est soutenue par les Démocrates et les Républicains bien qu'ils ne soient pas d'accord sur la manière d'y parvenir (« Construire un excellent système de défense de cybersécurité et un système de défense antimissile » - Build a Great Cybersecurity Defense System and Missile Defense System) : le locataire de la Maison-Blanche entend que les USA se dotent seuls de ces armes qu'il pourra éventuellement déployer sur le territoire de ses alliés, tandis que ses opposants veulent impliquer les alliés de manière à conserver leur emprise sur eux. Du point de vue des Démocrates et des Républicains, le problème n'est évidem-

ment pas de se retirer des traités de désarmement de la Guerre froide pour construire un nouvel arsenal, mais la perte de moyens de pression diplomatique sur la Russie.

## Le programme des Démocrates et des Républicains hors parti

Joe Biden propose de se focaliser sur trois objectifs : (1) revigorer la démocratie (2) former la classe moyenne pour faire face à la globalisation (3) reprendre le leadership global.

Revigorer la démocratie : il s'agit selon ses propres mots de fonder l'action publique sur le « consentement éclairé » (informed consent) des États-Uniens. Ce faisant, il reprend la terminologie de Walter Lipmann, en 1922, selon qui la démocratie suppose de « fabriquer le consentement » (manufacturing consent). Cette théorie a été longuement discutée par Edward Herman et Noam Chomsky en 1988. Elle n'a évidemment aucun rapport avec la définition formulée par le président Abraham Lincoln : « La démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

Joe Biden estime arriver à son but en restaurant la moralité de l'action publique par la pratique du « politiquement correct ». À titre d'exemple, il condamne « l'horrible pratique [du président Trump] de séparer les familles et de placer les enfants d'immigrés dans des prisons privées », sans dire que le président Trump se contentait d'appliquer une loi démocrate pour en montrer l'inanité. Ou encore, il annonce vouloir réaffirmer la condamnation de la torture que le président Trump a justifiée, sans dire que ce dernier comme le président Obama en a déjà interdit la pratique tout en maintenant la réclusion à perpétuité sans procès à Guantánamo. Il annonce vouloir réunir un Sommet pour la démocratie afin de lutter contre la corruption, de défendre le « Monde libre » face aux régimes autoritaires, et de faire progresser les Droits de l'homme. Au vu de sa définition de la démocratie, il s'agit d'unir les États alliés en dénonçant des bous-émissaires de ce qui ne va pas (les « corrompus ») et en promouvant les Droits de l'homme au sens anglo-saxon et surtout pas français. C'est à dire de cesser les violences policières et non pas d'aider les citoyens à participer à la prise de décision. Ce sommet lancera un appel au secteur privé pour que les nouvelles technologies ne puissent pas être utilisées par des États autoritaires pour surveiller leurs citoyens (mais les USA et leur NSA pourront toujours y recourir dans l'intérêt du « Monde libre »).

Enfin, Joe Biden conclut ce chapitre en soulignant son rôle au sein de la Commission transatlantique pour l'intégrité électorale aux côtés de ses amis, l'ancien secrétaire général de l'Otan,

Anders Fogh Rasmussen, qui renversa la Jamaïriya arabe libyenne et Michael Chertoff, l'ancien secrétaire US à la Sécurité de la patrie, qui plaça sous surveillance tous les citoyens US. Sans oublier John Negroponte qui organisa les Contras au Nicaragua puis Daesh en Iraq.

Former la classe moyenne pour faire face à la globalisation. Posant le constat que la politique conduite depuis la dissolution de l'URSS implique une rapide disparition des classes moyennes, Joe Biden estime qu'en formant ce qui reste de classe moyenne aux nouvelles technologies, il prévient la délocalisation de leurs emplois.

Renouveler le leadership états-unien. Il s'agit ici, au nom de la démocratie, de stopper la progression « des populistes, des nationalistes et des démagogues ». Cette formulation permet de comprendre que la démocratie selon Joe Biden, ce n'est pas seulement la fabrication du consentement, mais aussi l'éradication de la volonté populaire. En effet, si les démagogues pervertissent les institutions démocratiques, les populistes servent la volonté populaire et les nationalistes la collectivité.

Joe Biden précise alors qu'il cessera les guerres « pour toujours » ; une formulation qui semble soutenir le même but que les Jacksoniens, mais qui diffère néanmoins de terminologie. Il s'agit en fait de valider l'adaptation actuelle du système aux limites imposées par le président Trump : pourquoi faire mourir des soldats US à l'étranger alors que l'on peut poursuivre la stratégie Rumsfeld/Cebrowski avec des jihadistes à moindre frais ? D'autant que lorsqu'il n'était que sénateur d'opposition, Joe Biden avait donné son nom au plan de partition de l'Iraq que le Pentagone tenta d'imposer.

Suit un couplet sur l'élargissement de l'Otan aux alliés latino-américains, africains et du Pacifique. Loin d'être obsolète, l'Alliance redeviendra le cœur de l'impérialisme US.

Enfin Joe Biden plaide pour le renouvellement de l'accord 5+1 avec l'Iran et des traités de désarmement avec la Russie. L'accord avec le président Hassan Rohani vise à diviser classiquement les pays musulmans en sunnites et chiites, tandis que les traités de désarmement visent à confirmer que l'administration Biden n'envisagerait pas de confrontation planétaire, mais la poursuite de l'endiguement (containment) de son compétiteur. Le programme du candidat du Parti démocrate et des Républicains hors parti se conclut avec l'assurance de rejoindre l'accord de Paris et de prendre le leadership de la lutte contre le réchauffement climatique. Joe Biden précise qu'il ne fera pas de cadeaux à la Chine qui délocalise ses industries les plus polluantes le long de la route de la soie. Il omet par contre de dire que son ami, Barack Obama, avant d'entrer en politique, fut le rédacteur des statuts de la bourse de Chicago des échanges des droits d'émission de carbone. La lutte contre le réchauffement climatique n'est pas tant une question écologique qu'une affaire de banquiers.

## Conclusion

Force est de constater que tout suppose à une clarification. Quatre ans de bouleversements par le président Trump ne sont parvenus qu'à substituer aux « guerres sans fin », une guerre privée de basse intensité. Il y a certes beaucoup moins de morts, mais c'est toujours la guerre. Les élites qui jouissent de l'impérialisme ne sont pas près d'abandonner leurs privilèges. Aussi doit-on craindre que les États-Unis ne soient contraints d'en passer par un conflit intérieur, une guerre civile, et de se disloquer comme jadis l'Union soviétique.

Par Thierry Meyssan